YANNIS G. MOURÉLOS

FRANÇAIS ET GRECS PENDANT LA DRÔLE DE GUERRE

La constitution éventuelle d'un front d'opérations dans les Balkans, préoccupa les dirigeants Alliés dès les premiers jours du conflit.

L'idée d'envoyer un corps expéditionnaire dans cette région n'était pas, pour autant, nouvelle. Depuis l'évacuation de la Rhénanie, tout le système français de sécurité posait sur la défensive. Le principe des alliances de revers, permettant de mener des actions offensives à la périphérie, fut alors mis en avant. La France, déjà liée par des accords avec les Etats de l'Europe danubienne et balkanique, s'estimait, désormais, en mesure de compter sur un vaste front d'opérations, allant de la Pologne à la mer Egée et obligeant l'Allemagne de mener une guerre sur deux tableaux[1].

La seule route opérationnelle, assurant la communication avec ces alliés de l'est était celle de Salonique. Héritage de la Grande-Guerre incontestablement, car, en effet, ce fut depuis cette région que les armées alliées avaient pu, lors de l'assaut final, déboucher dans les plaines du Danube et de l'Europe centrale. Déjà depuis le début des années trente, on estimait, à Paris, qu'en cas de conflit général, opposant des groupements de puissances européennes, l'exemple de la Grande-Guerre suffisait pour prouver que la région de Salonique serait forcement englobée dans le théâtre d'opérations[2].

A la veille de la guerre, le front d'Orient, tel qu'il était conçu par les

Abréviations: A.E. Affaires étrangères, Paris; A.S.W. Archives secrètes de la Wilhelmstrasse; Γ.Α.Κ. Γενικὰ Ἀρχεῖα τοῦ Κράτους (Archives Nationales), Athènes; D.D.F. Documents Diplomatiques Français; P.R.O. Public Record Office, Londres (Cab. Cabinet Papers, F.O. Foreign Office Papers); S.H.A.T. Service Historique de l'Armée de Terre, Paris; S.H.M. Service Historique de la Marine, Paris.

1. Jean Bouvier, René Girault, Jacques Thobie: *L'impérialisme à la française (1914-1960)*, Paris, 1986, p. 117. Sur l'élaboration de la stratégie française de guerre pendant les années trente, consulter Robert J. Young: *In command of France. French Foreign Policy and Military Planning, 1933-1940*, Cambridge, Massachusetts, 1978, pp. 13-32.

2. S.H.A.T. 7N/2879: Note sur l'organisation défensive de Salonique, 10 novembre 1930.

dirigeants français, n'apparaissait solide qu'à ses deux extrêmités (Pologne et Turquie), le centre étant ébranlé et permettant à l'Allemagne une poussée vers le Bas-Danube. Poussée facilitée, éventuellement, par l'attitude complaisante de la Hongrie et, même, de la Bulgarie. Quant aux Etats hésitants (Roumanie, Yougoslavie et Grèce), terrorisés par la perspective d'être submergés, leur attitude dépendrait essentiellement d'une action puissante et immédiate.

Or, en effet, en ces derniers mois de la paix, on assiste à un redéploiement de la diplomatie française. Des recherches récentes ont révélé la façon, parfois irréaliste, dont ce dernier était perçu au niveau des décideurs[3]. Pour ce qui est de l'Europe sud-orientale, ce redéploiement diplomatique fut exécuté en concert avec les Britanniques: garanties données à la Roumanie et à la Grèce, politique de rapprochement avec la Turquie, tentative de formation d'un bloc balkanique.

Les déclarations de garantie n'étaient, en somme, qu'une réaction spontanée de panique devant la mainmise italienne sur l'Albanie.

La Turquie était, par contre, la pièce maîtresse du système dans le sud-est européen. Elle possédait à la fois une assise géographique plus forte que les autres Etats balkaniques, une politique plus personnelle et des moyens militaires plus puissants. Solidement établie sur les Détroits, elle disposait d'un point stratégique capital, clef de la mer Noire, d'où elle pourrait exercer, avec l'aide d' une puissance navale, une menace constante sur la Méditerranée orientale. Dans son bastion d'Asie Mineure, elle était à l'abri des attaques. Son armée, supérieure aux seules nécessités de la stricte défense du territoire, pourrait être employée sur les pourtours. A l'encontre des pays balkaniques les plus voisins de l'Allemagne, pour les quels il y avait grandes chances qu'ils se tiennent cois devant une nouvelle poussée de l'Axe dans leur direction, la Turquie, orientée vers les Alliées et craignant une éventuelle expansion allemande ou italienne, abdiquerait difficilement. Du coup, elle était en état de fournir un point d'appui solide et fructueux. Les négociations entammées avec ce pays au printemps 1939, devraient aboutir, effectivement, aux deux déclarations d'assistance mutuelle des 12 mai et 23 juin, ainsi qu'au réglement définitif des questions territoriales opposant la Turquie à la Syrie

3. René Girault: "Les décideurs français et la puissance française en 1938-1939" dans *La Puissance en Europe 1938-1940,* Paris, 1984, pp. 23-40. Elisabeth du Réau: "Enjeux stratégiques et redéploiement diplomatique français, 1938-1939" dans *Relations Internationales,* N° 35, 1983, pp. 319-335.

(affaire du sandjak d'Alexandrette), en attendant le mois d'octobre et la signature du traité tripartite[4].

Quant au troisième volet de ce redéploiement diplomatique, la formation d'un bloc balkanique, destiné à empêcher l'Allemagne de mettre la main sur les ressources économiques du sud-est européen, on aurait dû déchanter déjà depuis bien longtemps.

En effet, en septembre 1939, des deux systèmes politiques groupant les pays danubiens et balkaniques, la Petite Entente s'était définitivement effondrée et de l'Entente Balkanique ne subsistait, en réalité, que la solidarité gréco-turque. L'objet de ces alliances était, à l'origine, précis et régional: contenir respectivement les visées révisionnistes de la Hongrie et de la Bulgarie. Constituées pour maintenir l'ordre politique établi, elles se réclamaient de la Société des Nations et, à travers elle, s'appuyaient sur les puissances occidentales, défenderesses du *statu quo*.

Mais l'application des sanctions contre l'Italie en 1935, la réoccupation de la Rhénanie en 1936, le dévelopement militaire et naval de l'Allemagne et de l'Italie, avaient ébranlé la confiance des pays balkaniques dans les bénéfices de la tutelle exclusive des nations occidentales et du recours à la S.D.N. D'une façon générale, une nouvelle politique, dite d'"indépendance", s'est dessinée, tendant à égaliser les relations de chacun d'eux avec les différentes puissances. Peu à peu, cette politique s'est substituée à l'ancienne tendance qui, à travers la S.D.N., était tournée vers la France et la Grande-Bretagne.

D'autre part, les petites nations du sud-est européen avaient toujours incliné à ne considérer leur collaboration militaire avec les Grandes Puissances qu'au bénéfice de leur propre protection; elles concevaient difficilement la réciprocité. Dès qu'elles ont pu croire qu'on l'escomptait, elles se sont rétractées, faisant désormais porter les efforts de leur alliance sur la défense de leur neutralité contre les pressions étrangères, mais aussi, contre l'ingérence des tiers dans leur politique. La France et la Grande-Bretagne se trouvant être, jusqu'alors, les plus favorisées, ce fut à leur détriment que l'évolution s'est finalement produite. Attitude représentant moins un retournement d'amitiés établies que leur extension à tous. Cette contre-assurance en

4. Sur le rôle confié à la Turquie au sein du système en voie d'organisation, consulter notamment la documentation abondante dont disposent les missions Weygand et Huntziger à Ankara aux mois de mai et de juillet 1939 respectivement (D.D.F. 1932-1939, 2e série t. XVII, N° 526, pp. 855-868 et S.H.A.T. 7N/3256) ainsi que deux témoignages d'époque, René Massigli: *La Turquie devant la guerre. Mission à Ankara 1939-1940,* Paris, 1964 et Gabriel Puaux: *Deux années au Levant,* Paris, 1952.

vue de toutes les éventualités, annulait, en fait, la probabilité du recours spontané qu'au nom de la S.D.N. on s'était accoutumé à attendre[5].

Le sort de la Pologne et de la Finlande incita les pays balkaniques, Roumanie et Yougoslavie en premier lieu, à beaucoup plus de prudence. D'où l'échec de la conférence des Etats-membres de l'Entente, tenue début février 1940 à Belgrade. Le communiqué officiel traduisait le désir commun de se tenir à l'écart des hostilités, de ne marquer aucune tendance en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants et de ne pas servir de plateforme à leurs opérations. Par son ambiguité étudiée, la déclaration de Belgrade pouvait s'entendre aussi bien comme une promesse que comme un avertissement à l'adresse des deux partis en présence. Elle affirmait, en tout cas, que les positions respectives des Etats membres de l'Entente à l'égard du conflit seraient strictement maintenues.

Bien entendu, des contacts plus étroits entre états-majors balkaniques ont été jugés utiles pour l'établissement de plans de défense coordonnés: ce n'était, en définitive, qu'une simple contre-assurance prise pour le cas où, malgré tous les efforts en vue de se tenir hors du jeu, on serait contraint d'y entrer. Ces velléités qui, du reste, n'ont connu aucune suite, en disent long sur la cohésion de l'Entente Balkanique et la confiance que les Alliés pouvaient avoir en la formation préalable d'un front commun[6]. Cette solidarité n'était, en vérité, que simple verbalisme et façade. Car il n'y avait d'autres communautés que la terreur de l'Allemagne, la méfiance à l'egard de la Bulgarie, de l'Italie et de l'U.R.S.S. et le souci de chaque associé d'abandonner les autres à leurs difficultés respectives le jour où toutes les concessions faites aux agresseurs possibles se seraient révélées vaines.

Paralysée donc par son inhabileté de faire face, dans les Balkans, à une situation politique en évolution continuelle, ulcérée de voir les Anglais contrecarrer son projet d'expédition à Salonique[7], piégée, enfin, dans l'engre-

5. Sur la France et l'Europe sud-orientale après mars 1936, voir Maurice Baumont: *Les origines de la deuxième guerre mondiale*, Paris, 1969, pp. 284-291.

6. S.H.A.T. 7N/3256: Massigli à Daladier, N°s 268 à 275, Ankara, le 10 février 1940.

7. Pour les Anglais, beaucoup plus préoccupés par la protection de leurs communications impériales vers l'Orient et l'Extrême Orient, il n'était pas question de s'aventurer du côté de Salonique et de son hinterland où, d'après eux, les Alliés ne pourraient jamais réunir en temps opportun des forces suffisantes. Prédisposés, également, par le souvenir de la guerre de 1914-1918 (climat malsain, malaria etc.), ils jugeaient Salonique incommode pour la préparation d'opérations offensives. La valeur principale de cette région était, plutôt, celle d'une place forte de défense. De ce fait, de grosses pertes étaient à craindre, à l'exemple de la Grande-Guerre. Ces scrupules se dégagent des procès-verbaux des toutes premières séan-

nage de ses propres contradictions (une stratégie fondée à la fois sur la défensive et sur l'élaboration de plans aventureux), la France entama des contacts discrets avec les états-majors balkaniques sans résultat tangible, à cause notamment des incertitudes et des fluctuations dont faisaient preuve les nations de la péninsule.

Le cas de la Grèce, souhaitant bénéficier de l'amitié traditionnelle des puissances occidentales sans, pourtant, s'attirer les foudres de l'Allemagne et, surtout, de l'Italie, dont le voisinage en Méditerranée lui donnait à méditer (le territoire hellénique étant désormais menacé d'attaque à la fois depuis l'Adriatique, le Dodécanèse et l'Albanie), est particulièrement révélateur de cet état d'esprit. Non point que le gouvernement d'Athènes ne fût inquiet devant la dégradation de la situation internationale, mais il affectait de minimiser le développement ultérieur de ces événements et de s'en détâcher, pour ne pas être un jour appelé à s'en meler, même de loin. Contraint d'adopter un parti, il aurait certainement opté pour celui de la Grande-Bretagne si, toutefois, la force britannique se manifestait visiblement dans le pays. Entre temps, son accord avec la Turquie, lui permettait, tout en se retranchant derrière celle-ci, d'opposer plus de résistance aux pressions de l'extérieur et de mettre à son concours des conditions plus sévères[8].

Le projet d'intervention militaire dans les Balkans de même que ces contacts franco-helléniques, entamés dès les premiers jours du conflit et poursuivis tout au long de la drôle de guerre, frappent le chercheur par la diversité même des thèses respectives des principaux protagonistes, décideurs politiques ou bien responsables militaires. Notre objectif, à présent, sera d'en dégager les grandes lignes au risque, parfois, de succomber à la monotonie de certaines répétitions.

I. LES FRANÇAIS

On a souvent rapproché à Edouard Daladier son attitude de passivité. Cependant, dans l'affaire d'une expédition alliée à Salonique, c'est plutôt

ces du conseil suprême interallié (S.H.A.T. 27N/4 et S.H.A.T. 27N/6). Sur le même sujet voir également François Bédarida: *La stratégie secrète de la drôle de guerre*, Paris, 1979, *passim*, et du même auteur, "Convergences et divergences stratégiques franco-britanniques", dans *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, Paris, 1979, pp. 364-365.

8. Ces diverses fluctuations de la diplomatie hellénique pendant les années 1939-1940 sont particulièrement bien développées dans John S. Koliopoulos: *Greece and the British Connection, 1935-1941*, Oxford, 1977, pp. 109-143.

d'aventurisme stratégique que l'on devrait le taxer[9]. Hanté par l'infériorité de son pays en matière d'armements, le président du conseil français souhaitait à ce que l'accalmie sur le front de l'ouest puisse durer le plus longtemps possible, d'autant plus que la non-belligérance italienne constituait, pour les Alliés, un avantage inattendu.

Au fur et à mesure que cette non-belligérance italienne se confirmait, des opérations offensives sur les théâtres périphériques seraient donc à envisager. Daladier était pourtant exaspéré par l'attentisme dont faisaient preuve les Britanniques; les résolutions de la première séance du conseil suprême interallié tenue le 12 septembre 1939 à Abeville, n'étaient, en somme que l' incarnation de la politique du *wait and see*. C'est pourquoi, dix jours plus tard, à Brighton, il se montra résolu d'une action dans les Balkans. Il s'agissait, selon lui, d'empêcher par tous les moyens possibles une descente éventuelle des Allemands sur les Détroits et à la mer Egée, avec des conséquences catastrophiques dans le domaine de l'approvisionnement en matières premières.

Laisser, d'autre part, les Balkans se disloquer, serait d'appeler une intervention de l'Italie dans la même région, ce qu'il fallait éviter à tout prix. Il y avait, donc, intérêt à constituer des forces à Salonique, qui serviraient de ciment entre les pays balkaniques. Car, si ces derniers ne voyaient arriver aucune force pour la mise en œuvre de la garantie accordée par la France, s'inclineraient devant l'Allemagne, ou bien, leur résistance serait faible en raison de leur infériorité militaire. S'estimant conscient de la contradiction comportée dans cette stratégie (conserver les bonnes grâces de l'Italie tout en envisageant des opérations offensives qui, justement, risquaient de provoquer un engagement éventuel de ce pays dans le conflit), Daladier affirmait bien qu'il n'était pas question d'aller à Salonique sans l'agrément préalable du gouvernement de Rome[10].

Les Anglais, qui ne voulaient pas en entendre parler, finirent par renvoyer la question devant des comités d'état-major, en espérant pouvoir, de sorte, enterrer en douceur le projet; et ils y parvinrent: le 19 décembre, à Paris, la rupture était consommée. Toute préparation d'action dans les Balkans était, désormais, subordonnée à des conditions politiques préalables du côté de l'Italie, de la Turquie et des pays balkaniques. On ne pouvait envisager, pour l'instant, que de simples préparatifs destinés d'arrêter une offensive allemande dans la même région, prévue pour le printemps 1940[11]. Ce genre

9. F. Bédarida, *op. cit.*, pp. 55-56.

10. S.H.A.T. 27N/4: Réunion du conseil suprême interallié, Brighton, le 22 septembre 1939, procès-verbaux. F. Bédarida, *op. cit.*, pp. 118-120.

11. *Ibid.*, pp. 186-188.

de préparatifs consistait en fourniture des Etats balkaniques en matérial de guerre et en une mise en avant de l'idée d'une défense coordonnée des pays de la peninsule non plus face à la Bulgarie seulement, mais également face aux puissances de l'Axe. La résolution de Belgrade, début février, mit fin à cette illusion aussi. Les nations balkaniques n'étaient guère disposées de risquer leur propre avenir contre de gages jugés insuffisants.

L'avènement au pouvoir, en mars 1940, de Paul Reynaud, coincida avec un durcissement de l'attitude italienne. Une agression aux dépens de la Yougoslavie semblait alors de plus en plus imminente. Le cabinet Reynaud reprit le projet de débarquement à Salonique que l'état-major français n'avait cessé d'élaborer en coulisse pendant l'hiver.

Au cours des deux dernières séances du conseil suprême interallié pendant la drôle de guerre (22-23 et 27 avril respectivement), le président du conseil français s'efforça de persuader les Anglais de procéder à une demande commune auprès du gouvernement grec afin d'obtenir son consentement pour l'envoi de troupes à Salonique. En cas de réponse défavorable, Reynaud envisagea la possibilité d'envoyer des bâtiments de guerre au large de cette ville, ou bien, notifier aux autorités helléniques que la garantie alliée cesserait d'être valable. Cette demande commune ne devrait, du reste, jamais se réaliser, par crainte toujours des Anglais d'indisposer l'Italie[12].

Plus tard, courant mai, on songea à une occupation des îles de Crète et de Milo pour devancer une initiative italienne[13]. Des projets aussi chimériques que déconcertants. Entre les deux ères Daladier et Reynaud on constate, en fait, une identité parfaite d'objectifs et de moyens envisagés.

Le ménagement de l'Italie semble avoir été, également, le principal souci d'Alexis Léger et des milieux du quai d'Orsay. Bien entendu, le secrétaire général de ce département s'affirmait, quant à lui, ne plus croire en une politique de concessions à l'égard de ce pays. Cependant, face à l'attitude réservée, voire énigmatique, de l'Italie, rien ne pouvait se faire dans les Balkans sans, au moins, sa neutralité bienveillante.

Faute de renseignements sur ses véritables intentions du gouvernement de Rome, il ne faudrait pas que la position prise par les Alliées vis à vis des pays balkaniques fût trop apparente pour risquer d'inquiéter l'Italie. Sur le plan diplomatique il ne pouvait pas être question d'entente générale, mais

12. *Ibid.*, pp. 446-452, 511-513.

13. S.H.A.T. 27N/6: Comité d'études interallié, No 2304 T/CEMI, Londres, le 1er juin 1940. S.H.A.T. 27N/248: Conférence franco-britannique d'Alexandrie (10 mai 1940), procès-verbaux. Comité d'études interallié, N° 2287 T/CEMI, Londres, le 31 mai 1940.

d'actions isolées. Les nations de la péninsule devraient prendre toutes les mesures de protection utiles pour leur défense comme venant de leur propre part.

Les Anglais, quant à eux, ne semblaient pas trop acquis par l'idée d'une action précise dans les Balkans. Le nord restait leur principal souci et ils craignaient une dispersion des efforts si un nouveau théâtre s'ouvrait en Méditerranée. Quant aux Turcs, ils ne paraissaient pas, par crainte de l'U.R.S.S., empressés de sortir de leur réserve. Par conséquent, il fallait agir dans les capitales balkaniques par touches légères[14].

Mais au quai d'Orsay, on était également soucieux de la précarité de l'équilibre balkanique. Une poussée éventuelle de l'Allemagne dans cette direction, trouverait les nations de la péninsule divisées et impuissantes. Cet équilibre tellement fragile, ne pourrait alors être détruit qu'au détriment des Alliés. Il fallait, donc, aussi bien, se garder de toute initiative capable d'entraîner une riposte allemande et l'établissement d'une base militaire à Salonique aurait pu parfaitement en être une. On devrait alors éviter absolument de se meler à toute entreprise hasardeuse. C'est dire la valeur réelle que l'on attribuait au traité tripartite et aux déclarations de garantie[15].

Tout autre était le point de vue des responsables militaires. Chef d'état-major de l'armée en 1931, vice-président du conseil supérieur de la guerre depuis 1935, chef d'état-major de la défense nationale depuis 1938, enfin, commandant en chef des forces terrestres françaises et des armées alliées en France depuis septembre 1939, Maurice Gamelin était, en somme, le personnage tout indiqué pour assumer les fonctions du commandant en chef pendant une longue période d'apraxie[16].

A vrai dire, tout comme Daladier, Gamelin semble pris, dans ses vues stratégiques, entre une tactique d'attente à l'ouest et d'actions localisées sur les théâtres périphériques. Dans cette optique, les Balkans tenaient une place de marque:

14. S.H.A.T. 7N/2880: Compte-rendu du lieutenant-colonel Marriot sur sa mission à Athènes, décembre 1939. Elisabeth Cameron: "Fighters for lost causes. Aléxis Saint-Léger Léger" dans *The Diplomats 1919-1939*, t. 2, New York, 1974, pp. 397-398. R. Massigli, *op. cit.*, pp. 318-319.

15. R. Massigli, *op. cit.*, pp. 325-327.

16. Martin S. Alexander: *Maurice Gamelin and the defense of France, 1935-1939*, Oxford, 1982, *passim*. C'est René Massigli, ambassadeur de France à Ankara, qui donne une description éloquente de l'esprit régnant alors à Vincennes: "D'une visite que je fis au général Gamelin et du déjeuner qui suivit, j'emportai la sensation angoissée d'un train-train routinier et de l'atmosphère ouatée d'une chapelle, favorable à la méditation, peut-être, mais aussi à la paresse intellectuelle... Quant à l'action? Oui: drôle de guerre!" (R. Massigli, *op. cit.*, p. 318).

"Le problème des Balkans se posait à nous dès l'origine de la guerre. Il n'a cessé de se présenter à nos préoccupations. Il était une part essentielle de la conception générale qui nous guidait: l'intérêt qu'il y avait, pour la France et la Grande-Bretagne, à voir s'ouvrir des théâtres d'opérations secondaires par rapport au front français, mais de nature à retenir une part aussi importante que possible des forces allemandes", écrira-t-il, plus tard, dans ses mémoires[17].

En d'autres termes, Gamelin rêvait en la constitution d'un vaste front oriental, groupant les forces polonaises, soviétiques et balkaniques à la fois. Au sein de ce système, Salonique, point de départ pour les opérations futures, était revêtue d'une importance toute particulière. L'intérêt essentiel d'un tel théâtre, se reliant à celui de l'Afrique du nord, consistait notamment aux possibilités offertes de venir en aide des pays balkaniques tout en contenant le danger bulgare. Mais, en réalité, le commandant en chef ne poussa jamais à fond dans cette voie. Le front occidental demeurait, malgré tout, le théâtre principal, et il faudrait prendre garde à ne pas disperser ses forces par des opérations hasardeuses. C'était tout simplement pour empêcher l'Allemagne de rompre à son avantage l'équilibre stratégique que l'on se voyait obligé de définir une ligne de conduite quant aux Balkans. Deux ordres de considérations pouvaient alors décider de cette ligne de conduite: ceux qui avaient trait aux obligations politiques découlant des traités, accords ou engagements avec ou envers les Etats balkaniques, et ceux qui visaient à la fois la défense de la Méditerranée orientale et la conduite supérieure de la guerre, par la création de ces nouveaux fronts d'usure, susceptibles, néanmoins, de prendre une large part dans la décision finale[18].

L'accord germano-russe et l'écrasement de la Pologne qui en suivit, modifièrent en partie ces plans. Dès la fin septembre 1939, il devint évident que les Allemands se désintéressaient, pour le moment, des Balkans. Mais le danger subsistait, cette fois-ci, du côté soviétique. Pour une fois, les intérêts alliés concordaient avec ceux de l'Italie, soucieuse, elle aussi, d'une descente russe en direction du bassin oriental de la Méditerranée[19]. Du coup, une action éventuelle dans les Balkans n'apparaissait désormais, que comme une mesure préventive et défensive. Préventive au cas où, en présence d'une menace alle-

17. Maurice Gamelin: *Servir*, t. 3, Paris, 1947, p. 206.

18. D.D.F. 1932-1939, 2e série t. XVI, N° 235, pp. 465-466. S.H.A.T. 27N/248: Gamelin à Daladier, N° 336 AMG/TOE, Paris, le 5 décembre 1939.

19. S.H.A.T. 27N/14: Gamelin à Daladier, N° 185 AMG/TOE, Paris, le 25 octobre 1939. M. Gamelin, *op. cit.*, t. 3, p. 210.

mande ou soviétique, les Alliés s'assuraient d'une tête de pont sur le sol balkanique; défensive au cas où ces derniers attendaient pour agir, non plus la menace, mais l'attaque elle-même. Dans les deux cas, au lieu de la marche foudroyante sur le Danube envisagée à l'origine, les Alliés seraient amenés à s'établir d'abord, et peut-être pour longtemps, sur la défensive, avec nécessité d'obtenir le concours des armées balkaniques. En tout état de cause, une action de ce genre serait dictée par l'Allemagne. Les Alliés n'iraient dans les Balkans que si l'Allemagne voulait y aller elle-même.

Cette offensive allemande ou germano-russe, Gamelin l'attendait pour le printemps 1940. Pour pouvoir y faire face, les Alliés, en concert avec les Balkaniques, seraient en mesure, dans le meilleur des cas, d'aligner une centaine de divisions, une douzaine de bataillons de chars, de l'aviation, des antichars et de la D.C.A. à faire venir, pour la plus grande partie, de France et de Grande-Bretagne. Tenant compte de la durée minime de deux mois que demandait le transport du corps expéditionnaire à Salonique ou en Thrace, on devrait commencer les préparatifs sans délai. Il était également nécessaire de mesurer, au préalable, la volonté de participation des Britanniques, les modalités de résistance et la liberté d'opérations que les pays balkaniques, Grèce et Turquie en premier lieu, seraient disposés à concéder à ce corps expéditionnaire.

Le tracement d'une politique commune franco-britannique se réalisa en partie seulement, le 11 décembre à Vincennes. C'est la non-belligérance italienne qui paralysait, une fois de plus, tout moyen d'action. On se mit, pourtant, d'accord sur un point: toute opération militaire devrait être subordonnée à des conditions préalables de l'Italie, de la Turquie et des Etats balkaniques. Les résolutions du conseil suprême qui en suivit, allaient dans le même sens: afin de ne pas heurter la susceptibilité de l'Italie, il serait opportun d'aborder la question avec elle, en empruntant la voie officieuse. Ceci n'empêcherait pas l'état-major français de poursuivre toute conversation déjà en marche avec ses homologues balkaniques[20].

C'est dans cet esprit que les instructions adressées au lieutenant-colonel Marriot, envoyé spécial à Athènes, ont été rédigées: faire connaître au général Papagos, chef de l'état-major hellénique, que les Alliés se tenaient prêts à

20. P.R.O. Gab. 65/2: W.M.(39)115, W.M.(39)118. P.R.O. Cab. 80/104: C.O.S. (40) 169 (5). S.H.A.T. 27N/4: Conseil suprême interallié, Paris, le 19 décembre 1939, Résolutions relatives à l'Europe sud-orientale. M. Gamelin, *op. cit.*, t. 3, pp. 212-213. Jean-Marie d'Hoop: "Les projets d'intervention des Alliés en Méditerranée orientale (septembre 1939-mai 1940)" dans *La guerre en Méditerranée (1939-1945)*, Paris, 1971, pp. 241-242.

venir dès que la Grèce ferait appel à eux pour respecter les garanties données à elle. Dans l'éventualité d'un débarquement dans la région de Salonique, l'opération n'aurait de chance de réussir que si elle n'était pas improvisée. Il s'agissait, donc, de la préparer sans plus tarder, de façon suffisamment discrète, pour n'alarmer ni l'opinion publique hellénique, ni les voisins de la Grèce. Il y avait tout avantage à ce que des contacts directs et fréquents fussent établis entre l'état-major grec et le Quartier Général de Beyrouth. D'autre part, le petit nombre des unités françaises stationnées en Syrie, ne devrait pas être considéré comme l'expression des possibilités françaises pour cette opération, les grandes unités de l'Afrique du nord ou de la Métropole pouvant être transportées sur le nouveau théâtre dans les conditions équivalentes. Enfin, le matériel demandé par la Grèce ne pourrait lui être délivré immédiatement en totalité, en raison des besoins de l'armée française. Quant au matériel de D.C.A., passant pour les Grecs en priorité absolue, Gamelin était formel: "On arrivera avec ce qu'il faudra"[21].

Rien, en somme ne pouvait être plus déconcertant pour l'état-major hellénique que ces vagues promesses d'assistance, dépourvues de tout contenu. On l'assurait de son soutien, mais on ne s'estimait pas un état de l'approvisionner en matériel de guerre, car on en avait grand besoin. On insistait sur l'utilité d'une opération minutieusement préparée, en oubliant que les forces du Levant dépassaient à peine le nombre de trois divisions, dont deux à effectifs encore incomplets. Quant aux unités stationnées sur le sol métropolitain ou nord-africain, on se demande vraiment quelle autorité aurait pu songer à dégarnir le théâtre principal pour lancer ces forces dans des opérations hasardeuses au résultat douteux. D'autant plus que l'on semblait passer outre l'importance primordiale du facteur italien, en état, à lui tout seul, d'interrompre les communications à travers la Méditerranée orientale à n'importe quel moment. Ce n'est certainement pas en avançant de tels arguments que l'on pourrait s'attendre à entraîner les Grecs dans le conflit.

Il s'agit, pourtant, de nuances dont Gamelin ne paraissait pas trop se soucier. En effet, tout au long de l'hiver, le commandant en chef persista dans la même ligne irréaliste pour se réserver, peut-être, la possibilité d'une action périphérique en cas de blocage définitif sur le front franco-allemand. Début février, le comité d'études interallié consacra quatre séances aux affaires balkaniques, où l'on vit apparaître la tenacité de positions diamétralement

21. S.H.A.T. 7N/2880: Compte-rendu du lieutenant-colonel Marriot sur sa mission à Athènes, décembre 1939.

opposées, mais aussi une certaine façon aléatoire d'aborder les choses[22]. A la fin du mois, Gamelin proposa à son gouvernement le plan de guerre pour l'année 1940. Les différents théâtres périphériques, Salonique en particulier, continuaient de tenir une place de référence.

Dans une note adressée, le 6 mars, à Daladier, Gamelin précisait encore plus sa pensée. Il y avait trois problèmes à considérer: le problème turc, intéressant la France et la Grande-Bretagne à la fois, qui consistait à défendre les Détroits contre l'agresseur allemand ou russe, ainsi que le Caucase contre l'agresseur russe; le problème balkanique, intéressant la France, qui consistait à interdire la mer Egée à l'Allemagne et à l'U.R.S.S. et à constituer, à l'intérieur des Balkans, un vaste front d'usure, opposant les armées balkaniques aux forces ennemies; le problème, enfin, du Moyen-Orient, intéressant essentiellement les Anglais. Il s'agissait, pour eux, de couvrir au plus loin leurs communications impériales vers l'Orient et l'Extrême Orient et, en particulier, la route des Indes.

La question balkanique était étroitement liée à l'attitude de l'Italie, sans l'assentiment avoué ou tacité de laquelle on ne pouvait pas s'engager en force à Salonique. La Grande-Bretagne, par contre, n'attachait qu'un intérêt secondaire parce que, d'une part, elle ne croyait pas possible une concentration, en temps opportun, de forces suffisantes pour interdire à l'Allemagne l'accès de Salonique et, d'autre part, parce qu'elle ne s'estimait pas en état de prélever quelque grande unité sur ses forces d'Egypte, de Palestine ou d'Irak pour les envoyer sur le théâtre balkanique. Dans ces conditions, c'est dans la région de Salonique que le haut-commandement français envisageait d'appliquer le gros des forces du Levant, à la fois pour barrer le chemin aux Allemands et pour secourir la Roumanie ou la Yougoslavie tout en réglant, au préalable, le problème bulgare. "Définition prudemment balancée", note l'historien Jean-Marie d'Hoop, "autorisant toutes conclusions sans en imposer aucune"[23]. En tout cas, il s'agit d'une stratégie fondée, une fois de plus, sur le concours en bloc des divisions balkaniques sans tenir compte du communiqué officiel de Belgrade qui, un mois plus tôt, dissipait toutes illusions.

Une certaine évolution se produisit, dans l'esprit du commandant en chef, à la suite du durcissement italien au printemps. Jusqu'à cette date, dans

22. P.R.O. F.O. 371/24886: R 1806/5/67. S.H.A.T. 27N/6: Politique militaire interalliée dans les Balkans, 4 février 1940. J.-M. d'Hoop, *op. cit.*, pp. 244-245.

23. S.H.A.T. 27N/15: Note au sujet des opérations en Méditerranée orientale, Paris, le 24 février 1940. S.H.M. TTE/101: Gamelin à Daladier, N° 290 Cab/DN, Paris, le 6 mars 1940. J.-M. d'Hoop, *op. cit.*, p. 246.

ses directives, il envisageait, avant tout, les opérations dans les Balkans en prenant pour base une agression initiale de l'Allemagne. Les évènements du printemps ont démontré que l'Italie pourrait, aussi bien, s'engager dans la même région de sa propre initiative. Par conséquent, il serait presque aussi difficile, désormais, de faire des transports sur Salonique en partant du Levant que de les entreprendre depuis le territoire métropolitain. D'autre part, à la suite d'un engagement probable de l'Italie, la bataille risquerait de s'étendre rapidement au front principal, le gouvernement de Rome agissant certainement après avoir reçu, au préalable, l'assurance du concours allemand. Dès lors, il s'agirait de la bataille de France qu'il faudrait emporter, pour laquelle la majorité des moyens serait nécessaire.

Dans ces conditions, la première opération que les Alliés auraient à entreprendre sur le théâtre méditerranéen, serait le renforcement des bases grecques (Crète et Milo en premier lieu, Salamine et Argostoli en deuxième urgence) ainsi que l'occupation de Salonique par une avant-garde. Les effectifs à débarquer dans ces bases seraient fournis par l'armée du Levant, bénéficiant d'un appui britannique en matière d'aviation et de D.C.A. Des ordres ont été envoyés à Beyrouth afin que toutes les dispositions soient prises. Pendant la séance du 6 mai, le comité de guerre décida, en outre, que, vu les circonstances, il n'y avait plus lieu de diriger d'autres unités sur le Levant. Ce ne fut que l'Amirauté qui dirigea finalement sur Beyrouth trois bâtiments de transport, permettant de jeter un premier paquet de forces en Macédoine[24].

Quelques jours plus tard, seulement, Gamelin se voyait relevé de ses fonctions, au moment même où l'offensive allemande venait d'être déclenchée sur le front français. Tout au long de la drôle de guerre, le commandant en chef était partagé, en somme, entre deux tendances contradictoires: se concentrer à l'ouest et tenter, malgré tout, des actions isolées sur la périphérie, sans y croire réelement. On a bien le sentiment que, pendant ces quelques mois, à l'intérieur du fort de Vincennes, les pendules s'étaient arrêtées à l'heure de la précédente guerre. N'est-ce pas Gamelin en personne qui y porte confirmation en affirmant: "Il n'y a guère de nouveautés absolues en histoire, car elle se meut dans le cadre des mêmes contingences"[25]?

Ce n'est pas, non plus, d'anachronisme que manquent les vues de Maxime Weygand, rappelé au service et placé à la tête du Théâtre d'Opérations de Méditerranée Orientale (T.O.M.O.) dès le premier jour de la mobilisation:

24. S.H.A.T. 27N/248: Note sur une opération éventuelle à Salonique, Paris, le 7 mai 1940. Gamelin à Weygand, non numéroté, Paris, le 7 (?) mai 1940.

25. M. Gamelin, *op. cit.*, t. 3, p. 207.

"J'avais toujours pensé que nous ne pourrions venir à bout de l'Allemagne qu'en l'obligeant à combattre sur deux fronts. L'expérience de la première guerre était probante. Qu'eussent été la Marne, Verdun même, sans le contrepoids des armées russes? La fin de la deuxième guerre n'y contredira pas, la part de la Russie dans la victoire sera considérable"[26].

Mais à la différence de Gamelin, Weygand, semblait vraiment croire en l'efficacité de la stratégie des opérations périphériques, persuadé qu'une décision serait difficile à obtenir sur le front fortifié franco-allemand. La guerre risquant, ainsi, d'être longue et coûteuse, on avait intérêt à vaincre le plus tôt possible. Il importait, donc, d'élargir le cercle des conceptions militaires et de préparer de larges manœuvres, non seulement sur le front même d'attaque, mais sur l'ensemble du continent. Il pourrait y avoir intérêt pour les puissances occidentales à débarquer des forces importantes sur une autre partie du théâtre d'opérations européen, à Salonique p.ex. Des mouvements d'une telle ampleur nécessitaient, cependant, une préparation bien soignée pour pouvoir être réalisés dans des conditions de temps convenables. Dans l'intérêt général, on devrait, en plus, s'assurer de têtes de pont susceptibles de favoriser ces larges manœuvres. L'Entente Balkanique, de son côté, devrait réaliser une communauté d'efforts pour ouvrir, dès le début, aux Alliés ces possibilités. Tel fut, du moins, le *leitmotiv* employé par Weygand lors d'une visite improvisée à Ankara, à la fin du printemps 1939[27].

Le déclenchement de la guerre et l'écrasement de la Pologne modifièrent, quelque peu, ce projet. Conscient de ce que les pays du Levant sous mandat français se prêtaient mal pour la concentration d'importants contingents, Weygand s'orienta, désormais, vers la constitution, l'équipement et l'instruction d'une petite armée, en mesure de jouer un rôle de réserve mobile de qualité. En d'autres termes, il n'était plus question de porter dans les Balkans la torche de la guerre. Mais si jamais l'Allemagne décidait de le faire, il faudrait non seulement l'arrêter, mais aussi pouvoir tourner sa détermination à son épuisement et, si possible, à sa ruine. Pour être en état de faire face, dans cette région, aux entreprises ennemies, il faudrait prendre à temps les décisions indispensables concernant la préparation politique, morale et matérielle de la défense des Balkans[28].

26. Maxime Weygand: *Mémoires*, t. 3, *Rappelé au service*, Paris, 1950, pp. 23-24.

27. S.H.A.T. 7N/3256: Réunion du 1er mai 1939 au cabinet du maréchal Fewzi Tchakmak, chef d'état-major général de l'armée turque.

28. P. A. Bourget: *De Beyrouth à Bordeaux. La guerre 1939-1940 vue du P.C. Weygand*, Paris, 1946, p. 18. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 26-27.

De l'autre côté, les forces destinées à agir dans cette même région, ne devraient pas être faites pour des missions accessoires que les armées balkaniques pourraient remplir par elles-mêmes. Elles devaient agir autant que possible d'un seul bloc, au point précis où leur intervention se révélerait la plus efficace. Ce pourrait être en Yougoslavie ou en Roumanie tout comme en Grèce et sur la partie européenne de la Turquie. Ce serait une erreur difficilement réparable que leur utilisation, à priori, dans une mission et une zone d'effort secondaires qui amènerait, sans aucun doute, leur dislocation et qui compromettrait certainement leur emploi ultérieur dans une direction maîtresse[29].

La Direction des Transports et des Services du T.O.M.O. élabora, en effet, un plan de transport du corps expéditionnaire à Salonique. Il s'agissait, plutôt, de deux séries d'études sur les opérations éventuelles à entreprendre dans les Balkans, un exercice sur carte irréprochable, soumis à Paris vers la mi-novembre 1939.

La première série concernait le résultat minimum à atteindre, à savoir l'occupation ou la conservation avec le concours des pays intéressés, de têtes de pont suffisamment étendues et profondes pour permettre de résister à de puissantes attaques.

La deuxième serie d'études parlait d'élargissement optimum de ces entreprises, autrement dit, des conditions dans lesquelles les troupes alliées pourraient réaliser les manœuvres qui les porteraient sur l'une ou l'autre des positions préalablement préparées par les armées balkaniques.

Il était, tout de même, précisé que ces études étaient à lire en tenant compte de certaines considérations majeures: les troupes du Levant ne devraient être que l'avant-garde d'une armée qui, pour permettre aux Alliés de prendre la direction de la guerre dans les Balkans et à atteindre les effets voulus, ne devrait être inférieure à 12 à 15 divisions; si le tonnage utilisable ne pouvait pas dépasser les 300.000 tonnes, il vaudrait mieux renoncer à toute action dans cette région; ces travaux étaient en grande majorité théoriques, car il leur manquait le contrôle de la connaissance directe du terrain et la collaboration des états-majors balkaniques; il était, enfin, nécessaire de doter le corps expéditionnaire du complément d'armes modernes qui lui faisait défaut, et en particulier des unités d'aviation indispensables.

En guise de conclusion, ce projet d'intervention prévoyait que l'action alliée aurait pour premier objectif un établissement défensif couvrant Salonique et comportant l'occupation d'une tête de pont capable, au minimum,

29. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à Gamelin, N° 113/3S, Beyrouth, le 1er février 1940.

d'interdire à l'adversaire de s'ouvrir une fenêtre sur la mer Egée et, au maximum, de permettre aux Alliés un débouché ultérieur sur le Danube. Un certain nombre de positions plus ou moins étendues, étaient envisagées, mais une étude préalable avec l'état-major hellénique, permettant de les ajuster avec celles effectivement choisies par les Grecs, était indispensable.

Les forces déjà stationnées au Levant, outre les Q.G. et Services, étaient supposées comprendre 4 divisions d'infanterie et des éléments de réserve générale (2.150 officiers, 75.000 hommes, 20.000 chevaux, 1.700 voitures hippo, 4.000 voitures auto au total). Le tonnage global à utiliser atteignait 345.000 tonnes, et la durée du transport s'étalait de 8 jours pour l'élément précurseur à 54 jours pour le gros de ces unités. Weygand revenait sur le fait que, pour agir avec efficacité, il fallait pouvoir disposer d'une armée d'au moins 12 à 15 divisions. Si, toutefois, ces transports dépassaient les possibilités des flottes de commerce franco-britanniques, il faudrait remplacer la quantité par la qualité, c'est-à-dire, doter le corps expéditionnaire d'unités spéciales dont manquaient les Balkaniques (unités mécaniques, bataillons de mitrailleurs, artillerie moderne etc.).

En raison du renforcement des forces aériennes bulgares par les Allemands, il était nécessaire de prévoir, au plus tôt, un renforcement progressif des unités alliées, pour l'instant très déficitaires. En effet, Français, Grecs et Turcs réunis, ne disposaient que de 45 appareils de renseignement, 100 de chasse et 50 de bombardement. Or, il faudrait, au minimum, disposer de 180 appareils de renseignement, 300 de chasse et 200 de bombardement, les rechanges non compris[30].

Telles sont les grandes lignes du projet Weygand d'intervention dans les Balkans[31]. Dans cette affaire, pourtant, le vieux général, déjà septagénère à l'époque, donnait l'impression de compter sans son hôte. En effet, à chaque démarche, de sa part, se plaignant de la précarité de ses moyens, Gamelin répondait par des promesses évasives d'envoi, au moment voulu, de grandes unités, stationnées sur le sol métropolitain ou en Afrique du nord. Mais en définitive, pendant toute cette période, il n'y eut qu'une seule division qu

30. S.H.A.T. 27N/14: Résumé des études du général Weygand concernant les opérations éventuelles dans les Balkans, Paris, le 2 décembre 1939. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à Gamelin, N° 1171/3S, Beyrouth, le 16 novembre 1939. S.H.A.T. 27N/248: Etude du transport des forces expéditionnaires à destination de Salonique, document non daté. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 38-39, 46-47.

31. Des données d'ordre purement technique concernant ce projet d'intervention dans les Balkans, peuvent notamment être puisées dans les cartons suivants: S.H.A.T. 4H/272, S.H.A.T. 27N/247, S.H.A.T. 27N/248, S.H.M. TTE/101.

arriva à Beyrouth, en provenance d'Oran, vers la fin septembre 1939, une fois la neutralité espagnole confirmée, ainsi qu'une brigade polonaise reconstituée en toute hâte. Ajoutées aux deux autres brigades, déjà existantes dans les territoires du Levant sous mandat français, recrutées en partie parmi les populations autochtones et baptisées par artifice et pour la circonstance "divisions", ces unités formèrent le Groupement des Forces Mobiles du Levant (G.F.M.L.), *alias* l'embryon du futur corps expéditionnaire destiné aux Balkans.

Côté artillerie, pour les deux divisions de marche, le déficit montait des fois jusqu'à 50% pour certaines pièces, parmi lesquelles figuraient encore quelques unités du vieux matériel de 65 de montagne. La division venue d'Algérie, arriva, par contre, presqu'au complet, munie de tous ses moyens de feux (manquaient un groupe d'artillerie lourde et les unités motorisées du groupe de reconnaissance). Jusqu'au printemps 1940, toutes ces unités furent dotées de quelques batteries d'artillerie et de l'armement de deux bataillons de chars modernes, destiné originellement à la Pologne et détourné à temps sur Beyrouth en remplacement des vieux chars Renault du bataillon déjà existant au Levant. La pauvreté, par ailleurs du G.F.M.L. en moyens mécaniques le rendait presque inutilisable dans les opérations de mouvement[32].

Mais ce fut l'aviation qui causa le plus grave souci. Dès sa prise de fonctions, Weygand insista sur l'importance de la constitution d'une véritable avant-garde aérienne, capable de paraître sans aucun retard aux côtés des armées balkaniques, de précéder et même de protéger l'intervention alliée. Une aide aérienne serait d'autant plus efficace que ces armées étaient elles mêmes assez pauvres en moyens d'aviation. De ce fait, leur concentration, tout comme les transports alliés, pouvaient avoir beaucoup à souffrir des attaques de l'aviation allemande, utilisant la plateforme bulgare. Paris répondit à ces avances par la constitution, sur le papier, d'une aviation fantôme, comportant un groupe de chasse Morane 406, un groupe de reconnaissance Potez 63 et un groupe de bombardement Glenn Martin, Ce n'est qu' au début mai 1940 que ces appareils aterrirent finalement sur les aérodromes du Levant. On était, pourtant, encore bien loin de l'avant-garde aérienne, comprenant des groupes de chasse, de bombardement et de renseignements composés

32. S.H.A.T. 27N/248: Note relative au transport de forces expéditionnaires françaises dans les Balkans, Paris, le 27 décembre 1939. Louis Dillemann: "T.O.M.O. 1939-1940" dans *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, N° 36, 1983-2, p. 110-112. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 28-31.

d'unités complètes, souhaitée et convoitée par le commandant en chef des forces françaises dans l'Orient méditerranéen[33].

L'insuffisance des moyens dont il disposait n'était pas, pour autant, la seule raison du mécontentement éprouvé par ce dernier. La réserve des Anglais et la susceptibilité dont faisaient preuve les peuples balkaniques l'exaspéraient aussi bien.

Le général sir Archibald Wavell, commandant en chef du théâtre d'opérations d'Egypte, groupant l'Egypte, Djibouti, Aden et le Levant, s'était minutieusement abstenu d'intervenir dans les questions se rapportant aux Balkans, sauf par l'approbation finale qu'il donna au programme français. Weygand entrevoyait dans cette réaction une reminiscence des divergences de jadis à propos de Salonique[34]. Quant à l'amiral sir Andrew Cunningham, commandant des forces navales en Méditerranée, les premiers contacts suffirent pour démontrer que la question du transport maritime direct de Beyrouth à Salonique (seule solution permettant d'obtenir le minimum indispensable de rapidité) était totalement nouvelle pour lui[35].

Ayant assisté à l'enterrement en douceur de son propre projet à Paris, Weygand fut des plus inquiets: "Aujourd'hui, 12 décembre 1939, un point seulement est acquis: une entente d'ordre général entre les commandants en chef Français et Britanniques en vue de proposer à leurs gouvernements une ligne de conduite commune, concernant la préparation d'une intervention militaire dans les Balkans. Mais seule une entente entre gouvernements permettra de passer à l'exécution. Il est indispensable que cette entente se fasse sans aucun retard, car les mois d'hiver suffisent à peine pour mener à bien les mesures que comporte cette préparation", écrivait-il[36].

Or, selon son avis, cette préparation devrait comprendre a) dans les Balkans, une action à mener de paix par les diplomaties alliées et une action militaire comportant à la fois la fourniture d'armement moderne, le travail en commun des états-majors balkaniques et alliés, la réalisation de dispositions préalables sans caractère militaire (agencements de bases et de terrains, de routes et de voies ferrées, dépôt d'approvisionnements divers etc.); b) en France et en Grande-Bretagne, la désignation des forces terrestres et aériennes d'intervention, leur aménagement d'après un type approprié aux régions

33. S.H.A.T. 27N/248: Weygand à Gamelin, N° 424/3S, Beyrouth, le 27 mars 1940 et N° 638/3S, Beyrouth, le 2 mai 1940. L. Dillemann, *op. cit.*, pp. 112-113, 119. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 31-32, 35-37.

34. S.H.A.T. 7N/3256: Weygand à Gamelin, N° 548, Beyrouth, le 26 octobre 1939.

35. S.H.A.T. 27N/247: Voyage du général Weygand à Ankara, Ankara, le 12 septembre 1939. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 17-18.

36. S.H.A.T. 27N/247: Note N° 3/W.P., Paris, le 13 décembre 1939.

dans lesquelles elles auraient à opérer et la mise au point poussée de leur transport et de la protection de ces transports.

Si, au cours de cette période de préparation, une offensive allemande réclamait une intervention immédiate des forces alliées, cette dernière recueillerait le bénéfice de toutes les mesures prises jusqu'alors. Dans l'hypothèse où les Britanniques feraient attendre leurs décisions, toutes les mesures préparatoires devraient être prises du côté français, car la menace allemande n'en subsisterait pas moins. L'envoi, par alerte, dans les Balkans, d'un corps expéditionnaire d'effectif insuffisant, peu pourvu en matériel moderne, sans aviation et dont, par surcroît, le transport et la mise en œuvre n'auraient pas été préparés, serait désastreux. C'est justement à quoi on risquait de s'exposer en retardant les décisions[37].

Dès sa prise de fonctions à Beyrouth, Weygand s'intéressa de près au problème de l'organisation d'une défense coordonnée des Balkans. La politique d'intimidation appliquée par l'Allemagne avait, certes, amené les nations de la péninsule à des sentiments de grande prudence. L'attitude des Russes, aux aguets, n'était pas, non plus, pour les rassurer. Le sort de la Pologne se trouvait à la base de tous les raisonnements tenus dans ce sens. Le grand désir de ces peuples était, donc, de rester à l'écart de la lutte. Il faudrait, toutefois, tenir grand compte aussi d'un autre facteur: l'instinct de conservation, en présence d'un péril grandissant d'écrasement.

L'éventualité d'un pacte balkanique de neutralité trouva, ainsi, dès l'automne 1939, un écho favorable à Beyrouth. Loin d'aller à l'encontre du programme d'intervention alliée, elle pourrait. tout au contraire, donner à sa réalisation une base solide et efficace: le désir commun des pays balkaniques de s'entendre sur la préservation de leurs territoires[38].

Weygand expédia, aussitôt, dans les capitales balkaniques un emissaire, en mission de reconnaissance. Les conclusions de ce dernier étaient formelles. On retrouvait généralement partout des analogies frappantes: les mêmes craintes et les mêmes espoirs. S'il y avait des nuances, elles provenaient de la situation géographique ou bien, du degré d'énergie des différents gouvernements. Au fond d'eux-mêmes, Grecs, Roumains et Yougoslaves souhaitaient le succès des Alliés, mais attendaient pour dévoiler leurs sentiments réels de se sentir auparavant protégés. Les questions d'armement et d'aviation dominaient la situation militaire. Face à l'intense propagande allemande, il impor-

37. *Ibid.*

38. S.H.A.T. 7N/3256: Weygand à Gamelin, N° 548, Beyrouth, le 26 octobre 1939. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 58-60.

tait, enfin, d'organiser une contre-propagande appropriée[39].

Valable, sans doute, sur le plan théorique, ce programme trébucha quant à sa réalisation, sur des difficultés diverses et imprévisibles. Bien accueilli par les autorités françaises, il ne put, finalement, franchir le cap du conseil suprême interallié. Weygand fut autorisé à approcher les états-majors balkaniques, non pas directement, mais par l'intermédiaire des attachés militaires accrédités dans les capitales de la péninsule. Au même moment, les représentants de la République, ambassadeurs ou ministres, dans les mêmes pays, ne reçurent aucune directive dans ce sens. Les diplomates et attachés militaires anglais, de leur côté, avaient été invités à laisser faire, mais aussi à s'abstenir d'initiatives risquant d'entraîner des complications indésirables[40].

Ce fut, cependant, des pays balkaniques eux-mêmes que surgirent les difficultés les plus graves. Si les états-majors comprenaient l'importance d'une défense coordonnée et en signalaient l'urgente nécessité, les gouvernements, seuls maîtres des décisions politiques, n'en étaient pas là. Les raisons de cette réserve étaient bien définies: la crainte de déchaîner par des préparatifs traités de provocation, une intervention allemande ou soviétique, ou bien de faire sortir l'Italie de sa neutralité. Il conviendrait, néanmoins, de considérer ce problème non seulement en s'attachant aux facteurs extérieurs, mais également en s'efforçant de repérer ce qui, de point de vue spécial d'une coopération militaire, divisait les nations balkaniques.

Deux d'entre elles, la Grèce et la Turquie, n'avaient apparemment, rien qui les séparait. L'accord balkanique avait prévu et chiffré, sinon mis au point, leur collaboration militaire. La Grèce tenait Salonique, la Turquie les Détroits, deux positions maîtresses qu'il importait, par dessus tout, de garder. En revanche, dans les sentiments de ces deux pays à l'égard de la Yougoslavie et de la Roumanie, c'était la méfiance qui dominait. Il s'est créé de sorte une séparation entre Balkans du sud et Balkans du nord, les premiers se désintéressant des autres. On devrait faire comprendre à la Grèce et à la Turquie l'intérêt d'une union balkanique non plus tournée vers un danger intérieur, la Bulgarie, mais vers un péril extérieur d'où leur propre sort dépendait tout comme celui de la guerre. Quant aux nations du nord, Roumanie et Yougoslavie, il ne restait rien, entre elles, des accords de la Petite Entente les unissant contre la Hongrie. Elles étaient, au contraire, séparées par une grande méfiance.

39. S.H.A.T. 27N/16: Compte-rendu de la mission du général Lepetit, N° 733/3, Beyrouth, le 31 octobre 1939.

40. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 58-59.

Il paraissait, par conséquent, difficile que cette union vienne des Balkaniques eux-mêmes. Ne se faisant pas d'illusions sur ce point, Weygand était persuadé qu'une cause extérieure ferait naître cette union. Une action diplomatique concertée de la part des puissances occidentales paraissant chaque jour du moins au moins probable, ce facteur extérieur ne pourrait être qu'un choc psychologique, résultat d'une action de guerre adverse ou alliée: attaque directe qui mette en jeu chez ces peuples l'instinct de conservation, ou bien, succès marqué des armées alliées les incitant à se ranger du côté des puissances occidentales[41].

Comme il était à craindre, la conférence de Belgrade n'apporta rien de nouveau, l'énigme balkanique demeurant aussi obscure que dans le passé. Ayant prévu cette évolution, Weygand se laissa emporter: "Comment, en présence de cette irrésolution, de ce marchandage, peut-on croire qu'en laissant les choses aller, non pas seules, mais au gré de nos adversaires et de nos rivaux, et sans aucune action de notre côté, elles peuvent se résoudre dans un sens favorable? (...) On voudrait bien ne rien faire et puis voir tomber du ciel, avec armes et bagages le jour où l'on criera au secours. C'est une plaisanterie qui conduirait à un échec. Je ne puis, ni ne veux m'y prêter"[42].

Tout reposait, à présent, sur les contacts officieux d'états-majors. Afin d'assurer à cette action l'unité de vues indispensable, il semblait utile de mettre les attachés militaires français en possession d'une instruction confidentielle, assez précise pour leur servir de directive et assez large pour permettre l'adaptation des idées exprimées aux conditions et aux conceptions nationales des pays intéressés. Ce fut pourquoi Weygand envoya, fin février 1940, dans les capitales balkaniques, le genre d'instructions lui paraissant répondre au mieux aux besoins de cette période d'attente et de préparation.

Il était bien spécifié que les Alliés, conformément à leurs engagements, se porteraient directement à l'aide des puissances balkaniques, si ces dernières étaient l'objet d'une agression. Mais, résolues, d'autre part, à ne pas prendre d'initiative militaire dans les Balkans, la France et la Grande-Bretagne se voyaient obligées d'attendre, pour agir, le déclenchement d'une attaque adverse, cette condition imposant un délai quant à leur intervention. Il était, donc, indispensable que les armées balkaniques puissent assurer seules, pendant un certain temps, la défense de leurs territoires. Elles n'y parviendraient que par une bonne organisation de la défense de leurs territoires et par une

41. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à Gamelin, N° 113/3S, Beyrouth, le 1er février 1940. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 60-63.

42. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à de Lobit, N° 102/2S, Beyrouth, le 11 janvier 1940.

étoite collaboration militaire entre elles.

Dans ce cadre, la Grèce et la Turquie seraient forcement placées en seconde ligne, chargées respectivement de la défense de Salonique et des Détroits, dont la chute consommerait pour les Alliés la perte des Balkans. Leur intérêt était de voir l'offensive ennemie arrêtée le plus loin possible de ces objectifs et, par conséquent, de leurs propres frontières. Il leur incombait donc, au premier chef, d'apporter leur concours à la Roumanie et à la Yougoslavie. La façon la plus efficace dont cette aide pourrait s'exercer, au début tout au moins, était de délivrer leurs partenaires de toute inquiétude du côté de la Bulgarie. Si, donc, cette puissance n'avait pas déclaré nettement sa neutralité et prouvé sa volonté de la défendre, la Grèce et la Turquie auraient pour premier devoir de l'attaquer et de la réduire. Leurs armées prendraient part, ensuite, à la défense générale des Balkans, dans les conditions imposées par la situation du moment. En dernier ressort, elles auraient à résister sur leurs propres frontières. L'armée grecque serait renforcée par les troupes yougoslaves en état, encore, de tenir campagne. Au cas où la liaison entre Grecs et Turcs ne pourrait être maintenue, l'armée hellénique devrait assurer, au minimum et à tout prix, la possession de la tête de pont de Salonique, l'armée turque assurant la défense de sa frontière de Thrace et du port de Dédéagatch.

Quant aux forces franco-britanniques, précédées d'un corps aérien, elles interviendraient suivant les circonstances soit en Thrace, soit en Macédoine et en Yougoslavie par Salonique, soit en Roumanie par Constantza. Plus la résistance des troupes yougoslaves et roumaines s'affirmerait efficace, plus avancées seraient les lignes de défense sur lesquelles les forces alliées les rejoindraient. En tout état de cause, les troupes franco-britanniques participeraient à la défense des deux têtes de pont de Salonique et de Thrace[43].

De ces instructions il ressort que seule une résistance organisée et coordonnée des nations balkaniques serait susceptible de procurer le temps matériellement nécessaire à l'intervention alliée. Or, la conférence de Belgrade n'apportant dans cet ordre d'idées aucun résultat on oublia vite le projet d'une réunion des états-majors balkaniques qui, normalement, devrait en être la conséquence. Restait l'amitié gréco-turque. Malgré leur frontière jointive face à l'ennemi commun, la Bulgarie, et leur accord sur une résistance concentrée, les deux pays n'avaient arrêté aucune de ces dispositions précises qui donnent une valeur pratique à un accord militaire. Il avait été envisagé, à un moment, que l'état-major turc pourrait, tout en travaillant avec son

43. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à Gamelin, N° 232/3S, Beyrouth, le 22 février 1940.

homologue grec, être auprès de lui l'interprête de certaines intentions des Alliés. Il n'en fut rien, et à Athènes on se déclara étonné de l'adoption de ce mode indirect de conversation. Entre Roumains et Yougoslaves la situation était encore pire, aucune entente n'existant entre eux[44].

L'évolution, dans un sens défavorable, des dispositions de l'Italie, courant printemps, invita les Alliés à prendre encore plus de précautions. Une rupture avec ce pays, priverait, en effet, le Levant de ses communications maritimes avec la Métropole, mais aussi avec les Balkans tant que la question du Dodécanèse ne serait pas réglée. Dans cette éventualité, on pourrait s'attendre à ce que l'attention des Britanniques fût attirée du côté de l'Egypte et de la Libye. Les forces françaises du Levant, auraient, donc, à prendre seules la charge des différentes missions pouvant échoire aux Alliés dans les Balkans. Weygand estimait que, de ce fait, l'augmentation de ses moyens était indispensable, en profitant, par ailleurs, du moment où la Méditerranée était encore libre.

D'autre part, les renseignements venus et concernant la campagne de Norvège, permettaient de dégager l'importance capitale prise par l'armée de l'air. La réunion des aviations allemande et italienne mettrait les forces françaises intervenant dans les Balkans en présence de forces aériennes considérables. La préparation des terrains en Bulgarie et en Albanie leur donnerait le moyen d'agir en partant de bases particulièrement bien placées pour menacer Salonique et le littoral thrace. Aussi était-il indispensable d'envoyer à Beyrouth le plus grand nombre d'appareils possible. La réussite ou l'échec de toute l'entreprise pourrait en dépendre. Malgré leur ton alarmant, Paris ne donna aucune suite à ces demandes[45].

On pourrait se demander, en achevant, à quoi au juste répondait cette mission de Weygand en Orient, au début de la guerre. Croyait-on vraiment à ce projet d'intervention militaire dans les Balkans, ou bien, s'agissait-il, tout simplement, d'un moyen pour éloigner de Paris un personnage qui risquait, avec le temps, de se révéler encombrant? Espérait-on, par là, parvenir à galvaniser l'esprit de résistance chez les balkaniques, ou bien était-ce seulement une nomination de marque destinée à brouiller les puissances de l'Axe, mais aussi la Grande-Bretagne, quant aux véritables objectifs de la stratégie de guerre française dans cette région? Toute interprétation semble plausible.

44. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à Gamelin, N° 740/3S, Beyrouth, le 16 mai 1940. S.H.A.T. 27N/248: Weygand à Gamelin, N° 424/3S, Beyrouth, le 27 mars 1940.

45. S.H.A.T. 27N/248: Weygand à Gamelin, N° 638/3S, Beyrouth, le 2 mai 1940.

Sans y pousser à fond, on se réservait toujours, à Paris, cette possibilité d'action périphérique dans les Balkans, en cas de blocage définitif sur le front principal. Dans ces conditions, il vaudrait mieux avoir sur place, à Beyrouth, un partisan acharné de ce projet. Ce rappel de Weygand au service, risquait aussi fort bien de devenir embarrassant pour Gamelin, si l'on juge par rapport à l'évolution malencontreuse des relations des deux hommes dans le passé. Le Levant représentait la distance idéale si, toutefois, on voulait contrecarrer toute influence que Weygand pourrait, éventuellement, exercer sur les organes chargés de la conduite générale de la guerre.

Si, d'autre part, cette nomination répondait aux souhaits des Turcs (ce fut d'ailleurs avec eux-seuls que la collaboration paraissait approfondie et élargie avec le temps), elle ne semblait pas toucher de trop près les autres nations balkaniques, directement exposées au danger, et pour lesquelles le problème d'approvisionnement et d'équipement passait en priorité avant toute nomination, aussi prestigieuse fût-elle. Les commentaires du président du conseil grec sont bien révélateurs:

"Quant au général Weygand, j'éprouve la plus grande estime à son égard et je suis heureux que le commandement de l'armée française du Levant lui soit confié (...) Je ne crois pas, cependant, que son passage par Athènes, aussi secret qu'il puisse se maintenir, soit, de nos jours, indiqué, car il risque de nous créer des problèmes avec la diplomatie italienne (...) mais, également, avec nos autres partenaires balkaniques, sceptiques et réservés face à ses agissements", écrivait-il le 20 avril 1940 à Nicolas Politis, ministre de Grèce à Paris[46].

Moins diplomate que son premier ministre, le roi Georges II ne ménagea guère ses paroles en présence de l'attaché militaire britannique en Turquie, de passage à Athènes en janvier 1940. Se référant à l'audience qu'il s'est vu accorder, ce dernier mandait: "General Weygand still had his absurd ideas about the early formation of a Salonika front but general Gamelin was not in favour of this scheme and the King thought that general Weygand was perhaps, a little too old and was becoming foolish. He was much amused at the stories which were current about the huge French forces in Syria. 300,000 to 600,000 men was the figure usually given whereas he know that they actually only had three European and one native division. No one ever seemed to tell such exagerated stories about the number of British troops in Egypt"[47].

Les Allemands, quant à eux, fidèles à ce que la position de départ stratégi-

46. Jean Métaxas: *Τὸ Προσωπικό του Ἡμερολόγιο,* t. 4, Athènes, 1960, pp. 733-734.
47. P.R.O. F.O. 371/24922: R 50/7/40.

quement favorable (guerre sur un front) ne fût pas affaiblie par la nécessité d'envoyer des forces dans le sud-est européen, souhaitaient maintenir les Balkans hors de la conflagration, aussi longtemps au moins que cette région, source importante d'approvisionnements, leur fournissait, dans le domaine économique, ce dont ils avaient besoin. Si, toutefois, les Balkans étaient entraînés dans le conflit, il serait important, estimait-on à Berlin, de devancer l'ennemi en l'empêchant de s'y établir: par l'Italie en Grèce, en Yougoslavie et en Turquie d'Europe; par l'Allemagne en Roumanie, et par une aide des deux pays à la Bulgarie. Tant qu'on n'était pas encore arrivé là, il suffisait de veiller à ce que l'armée de Syrie fût maintenue aux effectifs déjà existants et d'occasionner aux Britanniques des difficultés aux Indes et dans les pays arabes. Le parcours des archives allemandes publiées tend à démontrer que la menace d'une intervention alliée dans les Balkans n'avait pas été prise trop au sérieux à Berlin[48]. Ceci n'empêcha guère les dirigeants allemands de faire publier, pendant l'occupation, une sélection de documents confisqués, effectuée *ad hoc,* pour dénoncer la stratégie déployée par les Alliés et visant à la création de nouveaux théâtres d'opérations[49].

Pour les Britanniques, enfin, soucieux eux-aussi de ne pas laisser la guerre s'étendre dans les Balkans, Weygand donnait l'impression de suivre les traces des généraux Sarrail et Franchet d'Espérey; ce qui s'était passé du temps de la Grande-Guerre dans cette région, risquait, en effet, de se reproduire à présent. Bénéficiant d'appuis politiques non négligeables, telle était du moins leur estimation, Weygand pourrait entraîner les Alliés dans des aventures malheureuses si certaines limites n'étaient pas posées à ses activités[50].

En somme, Weygand n'était pas venu en Orient pour aider les Britanniques à défendre l'Egypte in les Turcs à défendre les Détroits. Négligeant l'idée d'une mise en sommeil des projets d'intervention dans les Balkans, il poursuivait sans cesse ses plans d'aide aux pays de la péninsule et de débarquement même si, faute de pouvoir employer la force, il donnait souvent l'impression de se trouver en l'air avec un sabre de bois. C'est un de ses anciens subordonnés qui, se référant au moment de la création du Théâtre d'Opérations de Méditerranée Orientale, résume le mieux le cas Weygand: "C'est

48. A.S.W., t. VIII livre II, N° 358, pp. 14-19, N° 369, pp. 49-51. A.S.W., t. IX livre I, N° 45, pp. 89-92.

49. Auswärtiges Amt 1939/41 N° 6, *Les documents secrets de l'état-major général français,* Berlin, 1941.

50. P.R.O. Cab. 66/1 : W.P. (39) 25. P.R.O. Cab. 66/3: W.P. (39) 142. P.R.O. Cab. 79/2: C.O.S. (39) 90. P.R.O. Cab. 80/5: C.O.S. (39) 13.

ainsi que le T.O.M.O. prit une importance inattendue; le généralissime l'accepta avec son goût habituel pour les demi-mesures"[51].

II. LES GRECS

Le maintien hors disposition de la recherche historique des archives officielles helléniques pour cette période ne permet pas encore, malheureusement, de procéder à une approche adéquate du point de vue grec. Parmi les points de référence existants de nos jours, le journal personnel de Jean Métaxas occupe, incontestablement, une place de marque.

Le plus grand désir du président du conseil était, certainement, celui de maintenir son pays hors de la bagarre aussi longtemps que possible. Pourtant, en ces premiers mois de la guerre, une évolution assez audacieuse se produisit au sein de son gouvernement, d'habitude prudent et soucieux de ne pas se compromettre aux yeux de l'Allemagne et de l'Italie. On n'hésitait pas, par moments, de jouer ouvertement le carte des Alliés. Les contacts militaires pris avec ces derniers, les accords économiques conlus en étaient des preuves convaincantes.

La question pour les occidentaux était de savoir, à présent, si ces dispositions favorables résisteraient à d'éventuelles vicissitudes. Si Métaxas, dont la politique était plus d'opportunité que de sentiment, se montrerait susceptible d'un retournement devant une situation modifiée. Pour les Alliés, dont la confiance en ce dernier n'était pas éternelle et sans limite, cette question resta ouverte tout au long de la drôle de guerre[52].

Pour Métaxas, par contre, le problème ne se posait pas. Dès le printemps 1939, son choix personnel était fait: la Grèce était décidée de se défendre par tous ses moyens contre une éventuelle agression au dépens de son intégrité. Elle ne considérait, toutefois, l'intervention que comme une réplique à l'initiative adverse[53].

Lorsque la guerre éclata, le président du conseil grec considérait pour assez invraisemblable une agression allemande dans le sud-est européen[54]. Conviction qui s'étala tout au long de l'hiver. Une offensive dans cette région,

51. L. Dillemann, *op. cit.*, p. 110.

52. S.H.M. BB7/A1: Lahalle à Darlan, N° 163, Athènes, le 2 mai 1940.

53. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, pp. 335-339, 359, 364.

54. A.E. Série Z/Grèce 203: Maugras à Bonnet, N° 179, Athènes, le 27 août 1939. Le bien-fondé de ce jugement est également confirmé par les archives allemandes (A.S.W., t. VIII l. II, N° 369 pp. 49-51, N° 408 p. 109, N° 425 pp. 139-140).

déclanchant automatiquement l'alignement de la Turquie dans le camp adverse, couperait à l'Allemagne son ravitaillement en pétrole par la mer Noire et le Danube. Elle fournirait, en outre, aux Alliés une plateforme pour leur action.

On était persuadé, à Athènes, que les troupes allemandes attaqueraient au sud-est dans deux éventualités: soit pour reprendre en main les marchés balkaniques s'ils se fermaient à l'Allemagne, soit pour devancer les Alliés sur un front favorable si ces derniers prenaient pied dans les Balkans. La Grèce chercha une atténuation du premier risque et signant avec l'Allemagne le traité commercial qu'elle avait paraphé en août 1939, dont l'application, même si elle était jugée d'improbable par les observateurs étrangers, violerait l'accord provisoire de rationnement conclu avec les Alliés[55]. Par la déclaration publiée par l'Entente Balkanique, en février 1940 à Belgrade, l'Allemagne recevait l'assurance que les nations de la péninsule entendaient préserver leur zone des épreuves de la guerre. La Grèce se prémunit, de sorte, contre le second risque. L'Allemagne, de son côté, s'efforçait, en ce début de l'année 1940, de convaincre les balkaniques qu'elle n'avait pas l'intention d'étendre la guerre chez-eux[56].

Cette attitude du gouvernement grec à l'égard de Berlin devrait-elle être considérée comme une preuve de germanophilie? D'avis de tous les observateurs français à Athènes, si paradoxal qu'il pouvait paraître à ceux qui n'avaient pas oublié son passé, Métaxas était complètement acquis à la cause alliée. Certes, autour de lui il y avait nombre de ministres, de diplomates et de préfets germanophiles. Mais en aucun moment les occidentaux n'ont songé patronner en Grèce-même un mouvement d'opposition. Discocier un pays pour s'en servir ne pouvait être qu'un pis aller.

Mais si Métaxas jugeait que l'Allemagne éviterait de provoquer la création, qui lui serait désavantageuse, d'un front balkanique, il n'allait pas de même avec l'Italie. Au lendemain de la mainmise italienne sur l'Albanie, on s'attendait, à Athènes, à une action au dépens de Corfou ou de Salonique. On s'attendait, également, à ce que l'Italie poussât la Bulgarie à réclamer un débouché à la mer Egée. On voudrait, ainsi, à Rome, arriver à séparer la Grèce de la Turquie, en introduisant la Bulgarie comme une sorte de coin entre les deux alliées. Le processus de désagrégation de l'Entente Balkanique s'en trouverait, ainsi, accentué[57].

55. J. Koliopoulos, *op. cit.*, pp. 128-131.
56. S.H.M. BB7/A1: Lahalle à Darlan, N° 61, Athènes, le 6 février 1940.
57. A.E. Série Z/Grèce 203: Maugras à Bonnet, N° 25, Athènes, le 27 mars 1939. Fran-

Les mêmes inquiétudes firent leur réapparition en septembre, au moment de l'ouverture des hostillités germano-polonaises. On parla de nouveau d'une occupation éventuelle de Corfou ou bien, d'une action italienne sur Salonique à partir de la plateforme albanaise[58]. Les rapports italo-grecs devraient, cependant, traverser une période d'apaisement relatif. L'attitude de non-belligérance adoptée par le gouvernement de Rome et la signature, avec la Grèce, d'un nouvel accord de non-agression et d'amitié, en remplacement du pacte de 1928 arrivé à expiration, en furent les causes. Même en mars 1940, Métaxas était d'avis qu'il ne fallait pas attribuer trop d'importance aux essais d'intimidation de l'Italie, non plus qu'à ses promesses d'assistance, l'état des forces armées ne lui permettant pas, pour l'heure, de s'aligner dans le conflit Le ciel s'assombrit à nouveau à partir de la mi-avril. Une intervention sur Corfou ou Salonique revint, alors, à l'ordre du jour[59].

C'était, donc, du côté italien que le danger risquait, plutôt, de se déclencher. Cette vision "méditerranéenne" du conflit, si chère à l'esprit de Métaxas, ne faisait pas, pour autant, l'unanimité au sein du gouvernement et n'était pas, en tout cas, partagée par les milieux de l'état-major, hantés par la crainte du spectre bulgare[60].

De toute façon, tout au long de la drôle de guerre, la Grèce était parfaitement consciente de sa faiblesse de se déterminer pour un parti ou pour l'autre, avant qu'une situation suffisament claire ne lui imposât son choix. Tout dépendait, à présent, de l'étendue de l'aide accordée par les Alliés. Les déclarations de garanties, en avril 1939, n'étaient, en somme, qu'un geste noble, mais dépourvu de toute substance. L'attaque russe sur la Finlande détermina, en décembre, le gouvernement d'Athènes à passer outre certains risques de compromission et d'entamer avec l'état-major français des entretiens sur le problème militaire résultant des garanties. Mais, en février 1940, l'alerte était passée. Les Grecs avaient bien le sentiment que le danger avait décru à leurs frontières terrestres. Dès lors, l'intervention alliée sur leur territoire pour les buts généraux de la guerre leur apparaissait sans profit, propre

çois-Poncet à Bonnet, N° 1677-1678, Rome, le 22 avril 1939. Ministère des Affaires étrangères de Grèce: *Διπλωματικὰ ἔγγραφα. Ἡ ἰταλικὴ ἐπίθεσις κατὰ τῆς Ἑλλάδος,* Athènes, 1940, N°s 24-25, p. 18. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, pp. 363-364, 370.

58. D.D.F. 1932-1939, 2e série t. XIX, N° 231, p. 230, N° 266, p. 272. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, pp. 386-392.

59. S.H.M. BB7/A1: Lahalle à Darlan, N° 129, Athènes, le 26 mars 1940. *Διπλωματικὰ ἔγγραφα,* N°s 58-64, pp. 44-48.

60. J. Koliopoulos: "Unwanted ally: Greece and the Great Powers, 1939-1941" dans *Balkan Studies,* N° 23,1, 1982, pp. 14-16.

à ramener une menace qui s'estompait et qu'ils avaient intérêt à décourager. La situation empira en avril-mai. Mais il était déjà trop tard. La guerre de Norvège et les difficultés de l'armée française dans le Nord et en Belgique, secouèrent l'opinion grecque. Si les sympathies de la population restaient intactes, la confiance dans les forces alliées comme instrument des garanties offertes au pays, commença à s'effriter. Un glissement était, alors, inévitable, et la pression de l'opinion publique sur le gouvernement se faisant moins résolue, laissa à ce dernier la tentation de reconsiderer une politique à laquelle il n'était pas, peut-être, lui-même fortement attaché.

Nulle part ailleurs que dans le journal personnel de Métaxas ces sentiments ne sont mieux cristallisés: "13 septembre, mercredi. Front d'Orient (...) Je décide à la rigueur d'y participer". "14 septembre, jeudi. Retour de Dovas[61]. Les choses à propos du front d'Orient ne paraissent pas sérieuses pour l'instant". "23 mars, samedi. Gouvernement Reynaud. Allons-nous subir des pressions à propos des Balkans? Fort probable". "30 avril, mardi. Tout laisse supposer une tentative d'ouverture d'un front à Salonique. Je n'y suis pas contre personnellement, mais en cas de nécessité seulement. Sinon, pourquoi tout ce bruit? On peut entrevoir le trouble provoqué dans les esprits par l'affaire de Norvège". "30 mai, jeudi. Quels dangers avons-nous courus! Avant Belgique et Pays-Bas on préparait front Salonique (...) Campagne de Flandre, rappel Weygand etc. ont annulé projet. Dieu nous a sauvés". "31 mai, vendredi. Nouvelles à peu près certaines de partout sur intervention Italie. Il n'y a qu'antagonisme entre les trois dictatures associées à propos affaires d'Orient qui puisse nous sauver- et Dieu (...) Anglais et Français nous ont abandonnés sans armes et sans moyens presque pour nous défendre"."17 juin, lundi. Tragédie française. Crépuscule des Dieux"[62].

Les milieux de l'état-major et son chef, Alexandre Paragos avaient, quant à eux, tendance à surestimer le danger bulgare. En effet, jusqu'en 1939, leur stratégie était élaborée en fonction d'une guerre statique et bien localisée dans le contexte balkanique. Pour pouvoir y faire face, il suffisait, tout simplement, de surveiller de près la Bulgarie. Telle était, d'ailleurs, l'obligation

61. Lieutenant-colonel Constantin Dovas, chef du troisième bureau de l'état-major général, envoyé en mission spéciale à Ankara. Le gouvernement grec venait, à l'époque, de repousser l'idée d'une visite du général Weygand à Athènes. Le passage d'interlocuteurs qualifiés pouvant attirer l'attention des agresseurs éventuels était, pour le moment, à éviter. Au lieu d'atténuer les dangers d'une guerre, une visite de ce genre risquait, tout au contraire, de la provoquer. Sur la mission Dovas à Ankara et ses entretiens avec Weygand, consulter Alexandre Papagos: *Ὁ πόλεμος τῆς Ἑλλάδος, 1940-1941,* Athènes, 1945, pp. 48-50, 88-98.

62. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, pp. 393-394, 458, 465, 471, 476.

découlant du pacte balkanique et retombant sur les épaules du gouvernement grec. D'où la construction, entre 1936 et 1940, d'une série de travaux de fortifications coûteux, le long de la frontière bulgare.

Les événements d'avril 1939, firent paraître, soudain, à l'horizon, la menace italienne. Alarmé par la tournure de la situation, l'état-major hellénique se vit obligé à modifier ses positions d'origine. Sa stratégie tenait compte, à présent, du double danger, et consistait au partage des forces disponibles entre les deux secteurs frontaliers, albanais et bulgare. Ce fut, pourtant, le second qui, une fois de plus, eut droit à de soins privilégiés, dans le domaine, notamment, des crédits dépensés pour l'accomplissement des travaux de fortifications[63].

Ne disposant pas de moyens nécessaires pour faire face à cette conception plus élargie du conflit, la Grèce se voyait dans l'obligation de compter sur l'appui de ses partenaires balkaniques et le concours des puissances occidentales à la fois. N'étant pas liée à ses co-participants de l'Entente Balkanique si une grande puissance attaquait l'un quelconque des Etats de la péninsule, elle aurait à prendre une décision le cas échéant. Son intérêt était de voir l'ennemi arreté le plus loin des frontières grecques et, surtout, il fallait agir de sorte que les armées balkaniques ne se fassent pas battre les unes après les autres. Malheureusement, aucun progrès n'avait été enregistré dans le domaine de la collaboration entre états-majors[64].

Il y avait, bien-sûr, l'amitié gréco-turque. En complément des deux traîtés déjà existants de 1930 et de 1933, les deux pays avaient conclu, en avril 1938, un accord particulier. Mais cette solidarité gréco-turque ne devrait jamais pouvoir se transformer en une véritable alliance militaire, les Turcs estimant que les engagements conclus dans le cadre de l'Entente Balkanique suffisaient largement. La volonté de collaboration entre Athènes et Ankara était, certes, sincère, les deux pays sachant tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de leur union face aux sollicitations occidentales. Mais à la veille de la guerre, il restait, encore, trop de méfiance pour la rendre profitable. De ce fait, l'amitié gréco-turque obligeait les Alliés à adopter, à l'égard de ces deux pays, la même politique et à établir, avec eux, des rapports parallèles, ce qui n'était pas sans poser, des fois, certaines difficultés d'ordre tactique[65].

63. Etat-major général de l'armée hellénique: *Αἴτια καὶ ἀφορμαὶ ἑλληνο-ιταλικοῦ πολέμου 1940-1941,* Athènes, 1959, pp. 34-44. J. Koliopoulos, *op. cit.*, pp. 120-122.

64. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 240/S, Athènes, le 12 décembre 1939.

65. Alexis Alexandris: "Turkish policy towards Greece during World War II" dans *Balkan Studies*, 23, 1, 1982, pp. 169-170. A. Papagos, *op. cit.*, pp. 34-42, 107-108.

Ce fut, justement, avec ces derniers que le déclenchement de la guerre permit d'engager des conversations portant sur le problème militaire découlant des garanties. Côté grec, deux conditions dominaient cette question: la livraison du matériel de guerre que la Grèce avait commandé par ses propres ressources et le besoin de nouveaux crédits pour pouvoir réaliser les préparatifs, à l'image de la coopération germano-bulgare. D'autre part, étant donné la pauvreté du pays en moyens d'aviation et de protection anti-aérienne, il incombait aux Alliés de protéger les mouvements de concentration de l'armée hellénique, en combinaison avec la maîtrise de la mer, dans le bassin oriental de la Méditerranée, par leur marine de guerre. La collaboration des forces turques face à la Bulgarie était, enfin, indispensable, permettant aux Grecs de faire transporter sur le théâtre albanais, des unités stationnées en Thrace et dans la partie orientale de la Macédoine. Le général Papagos eut de nombreuses rencontres avec les attachés militaires de France et de Grande-Bretagne afin de faire connaître le point de vue de l'état-major hellénique[66].

Une deuxième prise de contact se réalisa le 10 septembre 1939, avec la rencontre Weygand-Dovas à Ankara, dans les locaux-mêmes de l'ambassade de France[67]. L'émissaire grec était chargé de mettre, sans restriction d'aucune sorte, son interlocuteur au courant des dispositions prises pour défendre le territoire hellénique aussi bien d'une attaque bulgare que contre une offensive italienne débouchant d'Albanie. A la sortie de cette entrevue, les avis étaient partagés. Si Weygand estimait que les tendances et les réalisations de l'état-major grec avaient marqué un progrès réel, il insista sur la nécessité de parer, sans retard et de façon plus efficace, à la menace italienne. La combinaison de la défensive grecque et d'une offensive turque par la vallée de la Maritza constituait, par elle même, une garantie sérieuse contre une attaque bulgare. Si, par contre, les troupes italiennes, violant le territoire yougoslave, débouchaient par Monastir sur Florina, elles trouveraient la voie libre. L'armée grecque ne serait pas en mesure de tenir longtemps et d'interdire définitivement le chemin de Salonique à un adversaire disposant d'engins mécaniques et d'une forte aviation. C'était, d'ailleurs, ce même sentiment d'infériorité en armement chez toutes les nations balkaniques, qui contribuait à les maintenir dans une prudente réserve[68].

66. *Αἴτια καὶ ἀφορμαὶ ἑλληνο-ιταλικοῦ πολέμου*, pp. 50-51. A. Papagos, *op. cit.*, pp. 46-47, 84-86.

67. Voir ci-dessus, note de bas de page N° 61.

68. S.H.A.T. 7N/3256: Weygand à Gamelin, N° 548, Beyrouth, le 26 octobre 1939. S.H.A.T. 27N/247: Voyage du général Weygand à Ankara, Ankara, le 12 septembre 1939. M. Weygand, *op. cit.*, t. 3, pp. 20-21.

Mais si, du côté grec, on se tenait sur ses réserves, ce n'était pas, seulement, à cause de ce sentiment d'infériorité militaire. On se rendit compte, soudain, qu'en déhors de paroles pompeuses et de vagues promesses d'assistance, rien de précis n'avait été amorcé dans la voie de l'ouverture d'un théâtre balkanique d'opérations. Aux yeux des Grecs, la France ne disposait pas de moyens suffisants pour pouvoir y faire face. Quant à la coopération au niveau interallié, elle laissait plutôt à désirer. L'allusion laconique de Métaxas ("Retour de Dovas. Les choses à propos du front d'Orient ne paraissent pas sérieuses pour l'instant") résume le mieux cette opinion. En somme, l'impression tirée de cette entrevue d'Ankara plongea les Grecs dans le désarroi[69].

Malgré tout, le contact se maintint, par personne interposée cette fois-ci, l'état-major turc. En effet, d'après une clause de l'accord tripartite anglo-franco-turc d'octobre, la Turquie était investie de ce rôle d'intermédiaire. C'est ainsi que deux officiers supérieurs appartenant à l'état-major turc, arrivèrent, vers la fin novembre, dans la capitale hellénique. Les Grecs étaient ainsi informés de l'intention des gouvernements français et britannique de venir à leur aide, en envoyant des forces terrestres dont l'importance n'aurait pas été inférieure à 4 à 5 divisions. Le gouvernement turc avait déjà accepté, de son côté, d'accorder aux Alliés le libre usage de ses voies ferrées et de ses ports pour le transport de ces forces. Il faudrait, à présent, se procurer, de la part de l'état-major hellénique, certaines précisions d'ordre technique concernant les capacités de débarquement des divers ports de la Grèce du nord, les possibilités d'emmagasinage, les positions de résistance de l'armée grecque, les obstacles et destructions, la défense anti-aérienne de Salonique etc.

La réponse de l'état-major hellénique fut circonspecte. Pour les renseignements demandés, on se rapporta aux données remises au général Weygand par le lieutenant-colonel Dovas. On évita, de sorte, de procurer aux Turcs d'informations confidentielles concernant l'organisation défensive du territoire grec. Deux points importants caractérisaient les positions du général Papagos: a) Le renforcement de la Grèce par 4 à 5 divisions alliées ne devrait avoir lieu qu'après la mobilisation et la concentration de l'armée grecque. Le transport des forces alliées et leur débarquement dans les ports de la Grèce du nord ne pourrait être réalisé que par la suite, sinon on devrait s'attendre à des désordres et à des confusions. En effet, si les débarquements alliés com-

69. *Αἴτια καὶ ἀφορμαὶ ἑλληνο-ιταλικοῦ πολέμου,* pp. 51-52. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, p. 394. A. Papagos, *op. cit.*, pp. 48-52, 88-98.

mençaient en même temps que la concentration hellénique, ils la retarderaient, car les moyens de Salonique ne laissaient pas de marge à des opérations simultanées. Si le transport était exécuté par voie ferrée, les inconvénients pour les Grecs seraient plus graves encore, car le voie dans cette région serait utilisée à fond pour le transport des troupes grecques en direction du nord-est; b) si une agression venant de la part d'une grande puissance ne se réalisait pas, la Grèce resterait neutre. Par conséquent, la préparation du débarquement éventuel des forces alliées par l'emmagasinage préalable de matériel de guerre à Salonique, ne serait pas compatible avec son attitude de neutralité. Une action pareille serait capable de provoquer cette agression que tout le monde voulait éviter.

Cette conception, il est vrai, paraît inattaquable du point de vue "état-major" pour obtenir des mouvements ordonnées. Pourtant, les circonstances pouvaient en décider autrement et exiger des formules moins rigides[70].

Et puis, courant décembre, le coup de théâtre se produisit. Le 2, Papagos se montra désireux d'engager des conversations directes avec l'état-major français, mais redoutant encore les interlocuteurs qualifiés. Le 6, revenant sur la nécessité du travail en commun, il précisa qu'il faudrait que le gouvernement grec fût averti par ses homologues français et britannique de l'intérêt urgent qu'il y avait à entrer en conversations. Enfin, le 12, le général réclama l'élaboration d'un programme concerté afin de conjurer le danger de voir les armées balkaniques éliminées ou battues séparément, et de tenter d'arrêter les forces adverses le plus loin possible de la frontière hellénique[71].

Dans son ouvrage, le chef de l'état-major grec passe sous silence les raisons qui l'amenèrent finalement à prendre cette initiative. On ne peut, cependant, qu'être frappé de l'évolution de ses idées. Une chose est certaine: ce désir inattendu de causer était dû, en grande partie, à l'attaque russe sur la Finlande. La médiation inopportune de l'état-major turc y était, aussi, pour quelque chose[72].

70. S.H.A.T. 7N/3227: Voirin à Gamelin, N° 264, Ankara, le 13 décembre 1939. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à de Lobit, N° 132/3S, Beyrouth, le 3 février 1940. *Αἴτια καὶ ἀφορμαὶ ἑλληνο-ιταλικοῦ πολέμου*, pp. 68-72. A. Papagos, *op. cit.*, pp. 52-56, 102-118.

71. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 199/S, Athènes, le 2 décembre 1939, N° 207/S, Athènes, le 6 décembre 1939, N° 240/S, Athènes, le 12 décembre 1939. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à Gamelin, N° 14/3S, Beyrouth, le 4 janvier 1940.

72. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 207/S, Athènes, le 6 décembre 1939. "Le général Weygand m'a fait poser certaines questions par l'intermédiaire de l'état-major turc; il vaut mieux que je traite directement avec vous. Mais pour cela il faudrait que votre gouvernement et le gouvernement anglais avertissent le gouvernement grec de l'intérêt

Il semble plus difficile de déterminer, à présent, les raisons profondes pour lesquelles Papagos estimait que c'étaient les Alliés qui devaient demander à ouvrir ces entretiens. Ne s'entendant pas très bien avec son premier ministre sur la stratégie générale à adopter, voudrait-il, peut-être, forcer la main de ce dernier. Il était possible, également, que Métaxas lui-même, ne voulant pas prendre la responsabilité de cette initiative, désirât se couvrir vis-à-vis de son pays. Thèse moins plausible, étant donné le scepticisme et la réserve dont le président du conseil hellénique faisait preuve face à ces projets "à la légère" des Alliés d'intervention militaire dans les Balkans.

Ces entretiens d'état-major débutèrent à la mi-décembre et s'étalèrent jusqu'à la fin de la drôle de guerre. Côté grec, Papagos avait immédiatement précisé que le but des conversations devrait être beaucoup plus étendu que les simples réponses aux questionnaires soummis par les Alliés. Il s'agissait, plutôt, de savoir la conduite à tenir en cas d'attaque russe, allemande ou—moins probable à cette date—italienne sur les Balkans. Autrement dit, il ne voulait pas recevoir simplement et passivement des questions, mais avoir aussi un rôle à jouer, estimant que toutes ces questions pouvaient être étudiées dans le cadre d'un plan d'action commune entre la Grèce et les puissances occidentales[73].

Reprenant leur thèmes habituels, les positions de l'état-major hellénique au cours de ces entretiens, pourraient se résumer ainsi: étudier avec les Alliés un plan d'action commune tout comme le rôle incombant à chacune des parties qui coopérerait dans celui-ci. Spécialement pour la rapidité et l'efficacité de l'aide accordée, le cas échéant, à la Grèce par les Alliés, on devrait étudier les dispositions permettant successivement: a) l'intervention de l'armée de l'air alliée (aviation et artillerie anti-aérienne), afin de protéger contre les incursions aériennes ennemies les différents mouvements ou débarquements des forces de l'armée de terre hellénique; b) la protection, par la marine de guerre alliée, des transports maritimes de concentration de l'armée hellénique; c) la concentration, sur le territoire grec, des forces alliées; d) la préparation et leur mise en œuvre en fonction des conditions du moment[74].

On insista de nouveau sur l'intérêt qu'il y avait à ce que le renforce-

urgent qu'il y a à ouvrir ces conversations. La réponse sera favorable", passe-t-il pour avoir affirmé à l'attaché militaire de France.

73. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 240/S, Athènes, le 12 décembre 1939. De Lobit à Weygand, N° 272/S, Athènes, le 27 décembre 1939. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à de Lobit, N° 132/3S, Beyrouth, le 3 février 1940.

74. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 240/S, Athènes, le 12 décembre 1939.

ment de la Grèce par des divisions alliées ne fût amorcé qu'après le mobilisation et la concentration des troupes helléniques. Mobilisant une force de 18 à 20 divisions, l'état-major grec estimait que si le pays était renforcé à temps en moyens d'aviation et de D.C.A. et, le cas échéant, de protection navale, il serait assez fort pour tenir jusqu'à l'arrivée des Alliées. Le gouvernement d'Athènes pria, de ce fait, la France de lever l'arrêt sur les avions commandés par la Grèce. D'autre part, les stocks en munitions d'artillerie ne suffisant que pour des opérations de quelques semaines, l'industrie militaire alliée fut pressentie pour se charger du réapprovisionnement de l'armée hellénique[75].

On avait calculé à vingt jours la durée minime nécessaire pour la mobilisation et la concentration des unités grecques dans des conditions idéales. Cependant, d'autres facteurs imprévisibles, capables, par eux-seuls, de retarder l'achèvement de l'opération, étaient à tenir compte également (conditions atmosphériques désavantageuses, incursions aériennes et navales ennemies etc.).

En ce qui concerne les attaques aériennes notamment, la Grèce était particulièrement vulnérable. Son aviation ne comportait, comme matériel moderne, que trois escadrilles de chasse et une de bombardement. La valeur de sa défense anti-aérienne montait seulement à 38 pièces de 88mm et de 80 mm, approvisionnées seulement de mille coups par pièce, à de canons de petits calibres (20 et 37 mm) et à des projecteurs modernes et puissants (diamètre 1m50). Livrés pour une portée de 6 km, ces derniers éclairaient à une distance bien plus grande. Tous ces éléments de défense anti-aérienne faisaient partie d'organismes mixtes Guerre-Marine, dépendant, suivant le cas et aux divers échelons, tantôt de l'une ou de l'autre. Dans les principaux ports de la Grèce centrale et septentrionale, destinés à accueillir les unités grecques mobilisées et, ensuite, les divisions alliées, ils étaient répartis comme suit: Salonique (4 batteries de 3 pièces, 8 mitrailleuses, 8 projecteurs), Cavala (1 batterie de 3 pièces, 2 mitrailleuses de 20mm, 3 projecteurs), Dédéagatch (2 mitrailleuses de 37mm, 4 mitrailleuses de 20mm), Volo (1 batterie, 2 mitrail-

75. S.H.A.T. 27N/14: Gamelin à Weygand, N° 475 AMG/TOE, Paris, le 11 janvier 1940. Gamelin à d'Odendhal, N° 188 AMG/TOE, Paris, le 15 janvier 1940. S.H.A.T. 27N/16: Gamelin à Vuillemin, N° 499 AMG/TOE, Paris, le 16 janvier 1940. A Papagos, *op. cit.*, pp. 120-122. Répondant au désir de la Grèce, le gouvernement français leva l'arrêt sur les envois d'avions et procéda, en janvier 1940, à un premier envoi de cinq appareils Morane 406, permettant, en même temps, l'instruction rapide des pilotes de chasse Grecs. Une deuxième livraison de vingt appareils supplémentaires fut prévue pour le deuxième trimestre de la même année. Elle ne devrait jamais se réaliser.

leuses, 2 projecteurs). Leur efficacité était, en plus, médiocre, en raison du manque d'entraînement du personnel.

Au point de vue défenses côtières, il n'y avait que le golfe d'Athènes qui était à l'abri des actions ennemies. Dans celui de Salonique, au cap Karabournou, ou comptait 4 pièces de 210mm très anciennes, 3 pièces de 76mm (provenant d'anciens cuirassés achetées, jadis, par la Grèce aux Etats-Unis), 3 projecteurs et 2 mitrailleuses modernes plus un filet de défense sous-marine, à l'entrée de la passe, mais pas de mines en dépôt. Dans la baie de Volo, 6 pièces de 178mm et 76mm, prélevées, elles aussi, sur les anciens cuirassés américains, 2 projecteurs, 2 mitrailleuses et des défenses sous-marines comportant un filet et une ligne de mines. Les ports de Cavala et de Dédéagatch ne comprenaient aucun élément de défense côtière.

Le système d'observation de la défense anti-aérienne et côtière, était constitué par un certain nombre de centres de renseignements, répartis dans toutes les principales agglomérations ou positions militaires, sur toute l'étendue du territoire et dans l'Archipel (une centaine au total, dont la moitié presque en Grèce du nord). Tout ce réseau de vigies était muni d'appareils d'émission radiotélégraphique[76].

Quant aux installations portuaires des principaux points de concentration, elles se présentaient ainsi:

Ports	*Quais, jetées et bassins*	*Profondeur d'eau*	*Moyens de manutenation*	*Voies ferrées*	*Hangars et docks*
Salonique	1.200m de quais pour paquebots. Quais importants pour voiliers. Brise-lames de 540m.	7m45	8 grues à vapeur.	Voie de 1m44 sur les quais (8km de voie).	110.000m² locaux couverts; écuries, silos à grains, docks etc.
Cavala	Quai accostable (300m). Port à voiliers. Brise-lames de 500m.	5-11m	2 gr. de 1 t., 1 gr. de 3,5 t.	—	Terreplein. Pas d' entrepôts.
Volo	Môle de 270m de long sur 110m de large. Jetée de protection de 950m.	6-9m	1 gr. de 4 t.	Voie de 1m sur les quais.	Extrêmement réduits.

76. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 199/S, Athènes, le 2 décembre 1939.

La concentration de l'armée hellénique devant, en principe, s'achever le 20e jour de la mobilisation, le port de Salonique ne pourrait être mis, dans son ensemble, à la disposition des Alliés qu'à partir de cette date. Le ravitaillement des troupes grecques s'effectuant par la voie ferrée Le Pirée-Salonique, l'affectation du port de Salonique aux besoins alliés ne serait restreinte que si cette ligne était coupée. Les moyens en personnel et en matériel considérés comme indispensables par l'état-major du T.O.M.O., pourraient, dans leur quasi-totalité, être trouvés sur place ou amenés du Pirée (mahonnes, remorqueurs, engins de levage flottants, agrès d'acconage etc.). Par ailleurs, la possibilité de décharger simultanément des navires mouillés sur rade, accostés à quai, ou bien, amarrés au brise-lames, s'élevait de 7 à 10 navires et à un minimum quotidien de 5.000 tonnes de matériel[77].

Toutes ces estimations n'étaient pas partagées, dans leur ensemble, par l'etat-major de la marine. La durée de 20 jours était considérée comme insuffisante pour la mise à point de la marine marchande hellénique affectée aux besoins de la mobilisation et des unités de guerre chargées de la protection des convois. Il n'y avait, pour l'instant, que 6 contre-torpilleurs et 4 sous-marins en état opérationnel. La concentration et la distribution des quantités nécessaires de combustibles pour les besoins de la marine et des chemins de fer, posait, enfin, un certain nombre de problèmes.

Conclusion faite, la Grèce était extrêmement vulnérable à une attaque ennemie pendant la mobilisation de ses forces. Il suffisait pour l'ennemi, d'acheminer une dizaine de régiments vers les principaux ports, benéficiant d'un appui aérien solide et de quelques actions de diversion isolées sur la frontière septentrionale, pour arriver à bout de l'indépendance du pays. Ce sentiment d'insécurité était répandu à tous les échelons de la hiérarchie politique et militaire hellénique[78].

Tout différent était le point de vue français. Si, d'un côté, on avait tendance à faire vite pour profiter de ce désir inattendu et, peut-être fugitif, de causer de la part des Grecs, on n'était guère satisfait du plan d'action présenté par l'état-major hellénique. Partant du stationnement du moment des grandes

S.H.M. BB7/A1: Lahalle à Darlan, N° 191, Athènes, le 27 mai 1940, N° 220, Athènes, le 13 juin 1940.

77. Γ.A.K./Fonds Métaxas/Carton 96: Papagos à Métaxas, N° 395161, Athènes, le 7 décembre 1939. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 192/S, Athènes, le 16 mars 1940. S.H.M. BB7/A1: Lahalle à Darlan, N° 3, Athènes, le 3 janvier 1940, N° 8, Athènes, le 5 janvier 1940.

78. Γ.A.K./Fonds Métaxas/Carton 104: Sakellariou à Métaxas, N° 101/1675, Athènes, le 10 mai 1940. Papagos à Métaxas, N° 107187, Athènes, (?) mai 1940.

unités ennemies, on avait estimé, à Paris tout comme à Beyrouth, que les armées allemandes pourraient entrer en opérations sur les fronts roumain et yougoslave avec une force de 50 divisions (porté à 60 dans les 12 jours suivants et à 70 le 42e jour) le 17e jour après le commencement des mouvements de concentration. Il résultait des études antérieures sur le transport d'un corps expéditionnaire français dans un port des Balkans, qu'en admettant achevée la préparation de l'organisation et du transport des unités appelées à entrer dans sa composition, en faisant partir le préavis du moment où commenceraient les mouvements ennemis, et en réduisant à un minimum de 4 jours la durée jusqu'au rassemblement de tous les moyens, l'avant-garde du corps expéditionnaire commencerait seulement à debarquer le jour-même où pourrait être lancée l'offensive adverse. De ce fait, si les Alliés ne prennaient pas une initiative préalable, le temps nécessaire à la mise en œuvre de leurs forces d'intervention devrait être entièrement gagné par la résistance des armées balkaniques. Une résistance de cette envergure ne pouvait se concevoir sans que la défense de ces armées ait été organisée et coordonnée selon de justes vues. Or, rien de semblable n'avait été entrepris dans ce sens[79].

Il incombait, donc, à l'état-major français, par des contacts dans les différentes capitales balkaniques, à mettre sur pied le plan militaire qui empêcherait les pays de la péninsule d'être attaqués et mis hors de cause l'un après l'autre. Toute la préparation défensive devrait rester secrète. Par ailleurs, il ne fallait pas se faire d'illusions; il n'y aurait jamais d'alliance balkanique hautement proclamée. On pourrait commencer en essayant d'ajuster les points de vue grecs et yougoslaves, comme les points de vue grecs et turcs, en insistant sur le besoin qu'il y aurait pour les Alliés, de secourir l'armée yougoslave si l'Allemagne l'attaquait. Dans ce cas-là, le débarquement des troupes françaises à Salonique devrait commencer avant la fin de la concentration de l'armée hellénique[80].

Pour parvenir à convaincre les Grecs, particulièrement réticents là-dessus, on insista sur le danger couru par la Yougoslavie. Il est vrai que la conjoncture s'y prétait. En effet, vers la fin de l'hiver 1940, le gouvernement et l'état-major helléniques semblaient de plus en plus gagnés à l'idée que la défense de la Grèce n'était pas à sa frontière même, mais aux frontières septentrionales de la péninsule balkanique. De ce fait, on s'y montrait mieux

79. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à Gamelin, N° 14/3S, Beyrouth, le 4 janvier 1940. S.H.A.T. 27N/248: Weygand à Gamelin, N° 424/3S, Beyrouth, le 27 mars 1940.

80. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 103/S, Athènes, le 12 février 1940. S.H.A.T. 27N/14: Gamelin à Weygand, N° 475 AMG/TOE, Paris, le 11 janvier 1940.

disposé à donner appui et passage à des troupes alliées appelées à s'opposer à la violation du territoire yougoslave par les puissances de l'Axe[81].

Selon les estimations de l'état-major grec, une attaque russe isolée dans les Balkans, devrait être exclue, en raison des échecs enregistrés en Finlande qui empêcheraient Staline de recommencer ses expériences ailleurs. Si même il en avait le désir, l'Allemagne, dont l'intérêt était que des opérations de guerre fussent évitées dans cette région, source importance de ravitaillement en pétrole et matières premières, s'y opposerait. Cependant, Berlin pourrait, aussi bien, s'associer à une opération soviétique si, pour une raison quelconque, il ne pouvait l'empêcher. Enfin, contrairement à son intérêt de ne pas attaquer les Etats balkaniques, il se pourrait que l'Allemagne le fit, pour des raisons de politique intérieure.

Selon toute apparence, la Hongrie ne semblait pas, pour le moment, devoir participer à une opération de ce genre. Tout au plus, laisserait-elle passer les troupes allemandes sur son territoire sans s'y opposer par la force. C'est la Bulgarie, par contre, qui faisait preuve d'attitude énigmatique, en raison, particulièrement, des menaces qu'elle ferait perpétuellement peser sur les arrières yougoslaves et roumaines. Elle devrait donc, de gré ou de force, livrer passage aux troupes alliées, grecques et turques. Comme, d'autre part, Papagos était convaincu que l'intervention des troupes alliées et balkaniques ne devrait pas se borner à suivre simplement une attaque des puissances de l'Axe, mais essayer, autant que possible, de la prévenir, un ultimatum serait alors remis à la Bulgarie en cas de concentration de troupes ennemies aux frontières balkaniques. Si la réponse était défavorable, il faudrait entreprendre une action immédiate. Ce n'était qu'en devançant ce pays dans ses préparatifs que l'on aurait la chance d'en finir rapidement et sauvegarder, ainsi, les lignes de communication avec les armées yougoslaves et roumaines.

81. A.E./Guerre 1939-1945, Vichy-Europe/Grèce 392: Corbin à Reynaud, N° 369, Londres, le 8 mai 1940. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 103/S, Athènes, le 12 février 1940. S.H.M. BB7/A1: Lahalle à Darlan, N° 129, Athènes, le 26 mars 1940. "Le gouvernement grec pourra vous laisser débarquer dans les conditions demandées, mais il voudrait auparavant être assuré que cela correspond bien au désir de la Yougoslavie, auquel cas, non seulement il serait prêt à vous laisser aller au secours de cette puissance, mais encore lui-même enverrait aussi des troupes grecques se battre aux côtés des troupes yougoslaves" (paroles tenues par Papagos au lt-colonel de Lobit, attaché militaire de France, le 12 février 1940). "Nous ne serons pas les Suédois des Balkans; si nos voisins sont attaqués, nous vous demanderons de débarquer le plus vite possible à Salonique pour les défendre avec nous" (déclarations de Métaxas à Gaston Maugras, ministre de France à Athènes, le 26 mars 1940).

En mars, l'état-major hellénique prépara un travail pour une mise hors de cause rapide de la Bulgarie. On estimait à 40 le nombre total de divisions pour réussir dans un délai de deux mois au maximum. Ce projet fut remis à la légation de France à Athènes et envoyé, par ses soins, à Weygand[82].

Ce n'était pas exactement de la même façon que l'on percevait les choses à Beyrouth. Pour l'état-major du T.O.M.O., il n'était pas question de pousser l'armée hellénique hors de chez elle au secours de ses partenaires balkaniques. Couvrant leur territoire, liées à la Turquie, les forces grecques devraient garder leur puissance et leurs capacités stratégiques tout en couvrant le débarquement éventuel du corps expéditionnaire français. Ce fut pourquoi on insista tout particulièrement aux renseignements d'ordre technique demandés à la Grèce et permettant d'agir avec rapidité et efficacité. Le général Papagos s'empressa, il est vrai, de fournir des réponses aussi concrètes que possible sur les capacités de débarquement dans les ports, les transports, les transmissions, le stationnement des troupes, les ressources hospitalières etc.[83]. On profita, par ailleurs, de cet état d'esprit propice à la négociation, pour envoyer en Grèce deux officiers aviateurs de l'état-major de Beyrouth avec mission de procéder aux reconnaissances des terrains d'aviation[84].

En ce qui concerne la question des stockages préalables des Alliés à Salonique, les Grecs ont répondu favorablement pour le matériel d'intendance et du génie, formulant des réserves pour ce qui était des munitions et du matériel d'armement. Allemands et Italiens surveillaient étroitement tout ce qui se passait dans cette région. De ce fait, ce genre d'opérations devrait

82. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 103/S, Athènes, le 12 février 1940, N° 164/S, Athènes, le 5 mars 1940, N° 237/S, Athènes, le 2 avril 1940, N° 273/S, Athènes, le 10 avril 1940. A. Papagos, *op. cit.*, pp. 62-63, 150-164.

83. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Weygand, N° 272/S, Athènes, le 27 décembre 1939. S.H.A.T. 27N/14: Questionnaire rédigé en accord avec l'Amirauté, l'Air et le général Weygand, à adresser à notre attaché militaire et de l'air et à notre attaché naval en Grèce, N° 368 AMG/TOE, Paris, le 15 décembre 1939. S.H.A.T. 27N/247: Weygand à de Lobit, N° 152/3S, Beyrouth, le 3 février 1940. S.H.M. BB7/A1: Lahalle à Darlan, N° 8, Athènes, le 5 janvier 1940.

84. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 103/S, Athènes, le 12 février 1940, N° 145/S, Athènes, le 26 février 1940, N° 364/S, Athènes, le 15 mai 1940. *Αἴτια καὶ ἀφορμαὶ ἑλληνο-ιταλικοῦ πολέμου*, pp. 74-75. A. Papagos, *op. cit.*, p. 57. A la suite de l'autorisation accordée par le gouvernement grec, le commandant Jung et le capitaine Bernard, de l'armée de l'air, procédèrent, en février-mars 1940, à cette reconnaissance dans le plus grand secret. Ils visitèrent, en civil, les terrains dans les environs d'Athènes, ceux de la Grèce du centre et du nord, ainsi que les bases de l'île de Crète. L'état-major hellénique se déclara prêt de mettre à la disposition des Alliés 13 terrains dont 9 secrets.

apparaître comme des achats ou des cessions fictives à l'armée hellénique qui, seule, en assurerait la gérance et l'entretien. Par conséquent, il n'était pas question d'entretenir des missions alliées d'administration, d'intendance et du génie pour gérer ces dépôts. Côté français, on ne souleva aucune objection, estimant qu'il valait mieux risquer quelques pertes que de ne rien avoir au moment du besoin[85].

Ce climat favorable au dialogue se détériora à partir de la mi-avril. L'attitude observée par la Yougoslavie en était la cause principale. Les rumeurs circulant sur un retour éventuel de Stoyadinovitch au pouvoir, et le refus de Belgrade de s'associer aux contacts d'état-major balkaniques, modifièrent les dispositions des responsables militaires Grecs. A présent, on se demandait sérieusement si, la Yougoslavie étant seule attaquée, la Grèce volerait à son secours d'une façon ou d'une autre. D'autre part, comme c'était à prévoir, l'union entre états-majors balkaniques n'ayant pas pu se réaliser, chacun reprenait, désormais, sa liberté d'action.

La volonté de se tenir sur ses réserves fit alors son apparition à Athènes à nouveau. Il était, déjà, plus difficile de négocier un débarquement allié dans des conditions pareilles. D'autant plus que l'Italie ne paraissait pas menaçante pour le moment. On remarquait, certes, d'assez gros transports de matériel à destination de l'Albanie et du Dodécanèse, mais on attribuait cela au désir de donner le plus vite possible leur autonomie à ces théâtres extérieurs et de n'avoir au dernier moment qu'à y transporter des troupes. On estimait, à Athènes, que l'Italie n'entrerait en guerre que lorsqu'elle la sentirait sur sa fin, car sa situation économique l'empêchait d'envisager une participation de plus de quelques mois. Ni en Albanie, ni en Bulgarie il n'y avait de dispositifs de troupes capables d'envahir rapidement la Grèce. Ce pays pourrait donc être tranquille s'il n'y avait la menace des aviations italienne et bulgare. C'est dans ces dispositions de sécurité relative mélangées avec des sentiments d'inquiétude que les Grecs apprirent le déclenchement de l'offensive allemande au dépens du territoire français[86]. Jusque là pouvait-on croire, à la rigueur, à un dénouement final assez proche. Le sort de la battaille de France allait en décider autrement.

Quelle importance devrait-on attribuer à ces contacts franco-helléniques d'état-major? Les sources françaises démontrent que, dans certains domaines,

85. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Daladier, N° 164/S, Athènes, le 5 mars 1940.

86. S.H.A.T. 7N/2876: de Lobit à Weygand, N° 273/S, Athènes, le 10 avril 1940, N° 294/S, Athènes, le 17 avril 1940, N° 295/S, Athènes, le 18 avril 1940. De Lobit à Daladier, N° 349/S, Athènes, le 9 mai 1940. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, pp. 457, 469.

il y eut un réel progrès (accord du gouvernement grec sur le libre passage des forces alliées se rendant au secours de la Yougoslavie attaquée, reconnaissance des terrains d'aviation par des officiers français, accord de principe sur le stockage préalable à Salonique d'un certain genre de matériel de guerre). On est, incontestablement, témoin d'une attitude pour le moins audacieuse de la part d'un gouvernement qui se voulait neutre.

Les sources semi-officielles grecques, par contre, font preuve de plus de réserve sur le même point, tout en laissant entrevoir, elles aussi, un état d'esprit favorable à la cause alliée. S'attendait-on, peut-être, à Athènes, à ce que la force franco-britannique fût manifestée avec plus de détermination, avant de se laisser entraîner dans le conflit. La façon, par ailleurs, dont, côté français, on menait les conversations (remise de questionnaires), avait indisposé légèrement l'état-major hellénique, qui espérait se voir attribuer un rôle plus important au sein d'un système d'action commune. A croire les sources helléniques, ces entretiens d'état-major étaient voués à l'échec avant, presque, d'être entrepris, ce qui, manifestement n'était pas le cas[87]. Doit-on lier cette estimation fausse au fait même que les entretiens, amorcés sur initiative grecque, soit complètement passé sous silence? Ou bien au fait qu'à la suite de l'incident de la Charité-sur-Loire (confiscation des archives françaises par les Allemands), le gouvernement grec ait envoyé à Berlin un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères avec ordre d'atténuer la portée de ces contacts soulevée par leur révélation publique[88]? On ne puis, pour le moment, qu'attendre avec impatience la mise, très bientôt, à la disposition de la recherche historique, des archives helléniques, pour pouvoir se prononcer avec plus de détermination, documents à l'appui[89].

Arrivés au terme de cette étude, nous nous référerons, en guise de conclusion, aux considérations contenues dans l'introduction. Nous nous contenterons, ici, d'insister brièvement, sur quelques aspects récapitulatifs.

On a beaucoup reproché au haut-commandement militaire français de

87. *Αἴτια καὶ ἀφορμαὶ ἑλληνο-ιταλικοῦ πολέμου*, pp. 73-74. A. Papagos, *op. cit.*, p. 57.

88. Ministère des Affaires étrangères de Grèce: *Ἑλληνικὰ Διπλωματικὰ Ἔγγραφα, 1940-41*, Athènes, 1980, N° 208, pp. 191-195. Alexis A. Kyrou: *Ὄνειρα καὶ πραγματικότης*, Athènes, 1972, pp. 176-181. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, pp. 479, 484-485.

89. Angelos Vlachos, ambassadeur de Grèce et membre de l'Académie d'Athènes, jeune diplomate à l'époque, fait mention, dans ses mémoires, de l'existence, parmi les archives du ministère des Affaires étrangères, de cartons volumineux qui, sous un nom de code, se rapportent à ces entretiens franco-helléniques d'état-major (Angelos S. Vlachos: *Μιὰ φορὰ καὶ ἕνα καιρὸ ἕνας διπλωμάτης...*, t. 1, Athènes, 1985, p. 39).

ne pas avoir su se dégager de l'héritage de la Grande-Guerre pendant ces années 1939-1940. Le même sentiment serait-il également valable pour les affaires d'Orient? Tenter une comparaison de ce genre équivaudrait à nous laisser entraîner dans la voie aventureuse de l'histoire-fiction. S'il y a de points communs, ils relèvent plutôt de certaines particularités géopolitiques, offertes par la région même des Balkans et du bassin oriental de la Méditerranée, dont il faudrait tenir compte à tout moment et en toute circonstance si l'on veut s'y engager militairement. D'où une familiarité de raisonnement et de langage rapprochant, dans un sens, deux époques et, pourquoi pas, deux mentalités différentes.

S'il y a reproche à faire au haut-commandement français, ce serait à propos de son incapacité de créer, à partir de données apparamment favorables (accord tripartite anglo-franco-turc, constitution d'un théâtre autonome d'opérations, dispositions des Etats balkaniques sympathisantes à la cause alliée), les conditions nécessaires pour une intervention efficace, à cause, notamment, de la diversité des points de vue. Le parcours des archives françaises frappe, en effet, le chercheur quant à la différence de conception constatée non pas entre Paris et Londres, phénomène assez courant malheureusement, mais aussi entre Paris et Beyrouth. On touche, par conséquent, le problème, plus général, qui est l'importance stratégique et la portée accordées aux théâtres secondaires dans un conflit généralisé. Pour une fois de plus, les souvenirs de la guerre de 1914-1918 sont omniprésents. Mais cette fois-ci, contrairement à ce qui s'est passé pendant la Grande-Guerre c'est le souci de ne pas dégarnir la défense du territoire métropolitain en envoyant des forces en Orient qui, manifestement, modéra les ambitions stratégiques françaises dans cette région.

Cependant, l'esprit d'indécision dont fit preuve le haut-commandement militaire français dans cette affaire, ne devrait pas être considéré comme seule raison en ce qui concerne l'avortement de ce projet d'intervention dans les Balkans. Deux autres facteurs, aussi importants que déconcertants, devraient, également, être pris en considération: l'impossibilité d'établir une ligne d'action commune franco-britannique à longue échéance, à cause, notamment, de la diversité des intérêts en jeu et l'inhabilité de faire face, dans les Balkans, à une situation politique en évolution continuelle, du fait même que les Etats de la péninsule étaient trop souvent tiraillés par des intérêts divergents.

Et la part de la Grèce dans cette affaire? Ce serait, plutôt le point de vue du faible qui, dans son isolement paralysant et dépourvu de tout moyen ef ficace de résistance, sent l'ouragan s'approcher sans être en mesure de le

détourner. C'est le journal personnel de Métaxas qui, une fois de plus, s'élève à la hauteur de la situation: "20 août [1940], mardi: (...), Mon Dieu, qu'allons-nous devenir! De toute façon, je suis décidé pour une fin dans l'honneur et la dignité"[90].

Université de Thessaloniki

90. J. Métaxas, *op. cit.*, t. 4, p. 498.